

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale
de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Sous-direction
de la gestion du personnel

Bureau du personnel sous-officier
de gendarmerie et volontaire

**Instruction n° 22500 du 3 avril 2018 relative à la gestion des volontaires
dans les armées en service au sein de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1803720J

Références :

Code de la défense;

Code de justice militaire;

Code des pensions civiles et militaires de retraite;

Code de la sécurité intérieure;

Code du service national;

Décret n° 2008-948 du 12 septembre 2008 relatif au grade d'aspirant (*JO* n° 216 du 16 septembre 2008, texte n° 30; signalé au BOC 41/2008);

Décret n° 2008-955 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux volontariats militaires (*JO* n° 2016 du 16-9-2008, texte n° 37; signalé au BOC 42/2008; BOEM 106.2, 300.3, 311-2, 323.1, 331.2, 614.1, 621-4, 651.5, 810.1, 810.2 - CLASS.: 91.03);

Décret n° 2008-958 du 12 septembre 2008 modifié relatif à l'avancement à titre exceptionnel des militaires (*JO* n° 2016 du 16 septembre 2008, texte n° 40; signalé au BOC 43/2008; BOEM 300.3, 313.3, 323.6 - CLASS.: 91.04);

Arrêté du 4 août 2010 modifié fixant pour la gendarmerie nationale la composition et l'organisation de la commission prévue à l'article L.4136-3 du code de la défense (NOR : IOCJ1019530A - CLASS.: 91.08);

Arrêté du 30 mars 2012 modifié fixant les conditions physiques et médicales d'aptitude exigées des personnels militaires de la gendarmerie nationale et des candidats à l'admission en gendarmerie (*JO* n° 88 du 13 avril 2012, texte 10 - NOR : IOCJ1205802A - CLASS.: 12.48);

Arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale (*JO* n° 299 du 23 décembre 2012, texte 23 - NOR : INTJ1238519A - CLASS.: 91.02);

Circulaire n° 90000/GEND/DPMGN/SDAP/BCPJ du 20 novembre 2012 relative à la mutation d'office d'un militaire dans l'intérêt du service pour des motifs tenant à la personne de l'intéressé (NOR : INTJ1234873C - CLASS.: 91.25).

Pièces jointes : cinquante-quatre.

Texte abrogé :

Instruction n° 22000/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOGV du 20 mars 2017 relative à la gestion des volontaires dans les armées en service au sein de la gendarmerie nationale (NOR : INTJ1704886J - CLASS.: 12.52).

SOMMAIRE

PRÉAMBULE

1. SOUSCRIPTION DU PREMIER CONTRAT DE VOLONTARIAT
 - 1.1. **Modalités de souscription du premier contrat de volontariat**
 - 1.2. **Prise d'effet et durée du contrat**
2. FORMATION ET CHANGEMENT DE CATÉGORIE
 - 2.1. **Dispositif global de formation**
 - 2.2. **Période probatoire**
 - 2.3. **Changement de catégorie**
 - 2.3.1. *Dispositions spécifiques aux GAV candidats AGIV*
 - 2.3.2. *Changement de catégorie pour les GAV EP souhaitant une réorientation GAV APJA*
 - 2.3.3. *Changement de catégorie pour les GAV APJA souhaitant une réorientation GAV EP*
 - 2.3.3.1. GAV APJA en formation initiale
 - 2.3.3.2. GAV APJA affectés en unité opérationnelle
3. RENOUELEMENT ET PROROGATION DU CONTRAT DE VOLONTARIAT
 - 3.1. **Renouvellement de contrat de volontariat et demande de maintien en service au-delà de la limite de durée des services pour une période d'une année**
 - 3.2. **Fin de contrat de volontariat suite à l'absence de demande de renouvellement de contrat**
 - 3.3. **Prorogation du contrat de volontariat**
4. CESSATION DE L'ÉTAT DE VOLONTAIRE DANS LES ARMÉES EN SERVICE AU SEIN DE LA GENDARMERIE NATIONALE
5. ANNULATION DU CONTRAT DE VOLONTARIAT
6. DÉNONCIATION DU CONTRAT DE VOLONTARIAT
 - 6.1. **Procédure de dénonciation du contrat à la demande du volontaire**
 - 6.2. **Procédure de dénonciation du contrat par l'autorité militaire**
 - 6.2.1. *Cas général*
 - 6.2.2. *Dénonciation du contrat pour inaptitude physique préexistante à la signature du contrat*
7. RÉSILIATION DU CONTRAT DE VOLONTARIAT
 - 7.1. **Causes de résiliation du contrat**
 - 7.2. **Autorités compétentes pour prononcer la résiliation du contrat**
 - 7.3. **Procédure de résiliation du contrat**
 - 7.3.1. *Résiliation à la demande du volontaire*
 - 7.3.2. *Résiliation d'office*
 - 7.3.2.1. Procédure de recrutement par voie de changement d'armée
 - 7.3.2.2. Perte de grade dans les conditions prévues au 2^e alinéa de l'article L. 4139-14 du code de la défense
 - 7.3.3. *Résiliation par mise en réforme définitive*
 - 7.3.4. *Résiliation par sanction disciplinaire*
8. AFFECTATION DES VOLONTAIRES
 - 8.1. **Chronologie d'affectation**
 - 8.2. **Ouverture des postes**
 - 8.3. **Affectation des volontaires en métropole**
 - 8.3.1. *Affectation des GAV « emploi particulier » et des GAV « haut niveau »*
 - 8.3.2. *Affectation des GAV APJA*
 - 8.3.2.1. Affectation au sein d'une unité des régions de gendarmerie (GM et GD) ou des groupements de gendarmerie ayant le statut de formation administrative
 - 8.3.2.2. Affectation au sein de la garde républicaine ou d'une unité de gendarmerie spécialisée

8.4. Affectation des volontaires en outre-mer

8.4.1. *Affectation en sortie de formation dispensée en métropole*

8.4.2. *Affectation en sortie de formation dispensée localement, au sein d'un DOM-COM ou en Nouvelle-Calédonie*

8.5. Affectation des AGIV

9. MOBILITÉ EN COURS DE SERVICE

9.1. Mutation prononcée à l'initiative du commandement

9.1.1. *Mutation pour assurer la continuité du service*

9.1.2. *Mutation d'office dans l'intérêt du service pour un motif tenant à la personne de l'intéressé*

9.2. Mutation prononcée à la demande du volontaire

9.2.1. *Mutation à la demande du volontaire avec changement de branche de gestion*

9.2.2. *Mutation à la demande du volontaire au sein de sa branche de gestion*

9.2.3. *Permutation*

9.2.3.1. *Conditions à remplir*

9.2.3.2. *Procédure*

9.2.4. *Mutation à la demande du volontaire, sans considération de temps de présence, pour raisons personnelles exceptionnelles*

9.3. Mutation outre-mer

10. POSITIONS STATUTAIRES APPLICABLES AUX VOLONTAIRES

11. NOMINATION ET AVANCEMENT

11.1. Avancement dans les grades de militaire du rang et de maréchal des logis

11.1.1. *Conditions à réunir pour accéder au grade supérieur*

11.1.1.1. *Pour le grade de brigadier*

11.1.1.2. *Pour le grade de brigadier-chef*

11.1.1.3. *Pour le grade de maréchal des logis*

11.1.2. *Volume des promotions*

11.1.3. *Procédure d'avancement*

11.1.3.1. *Fusionnement des proposables par grade*

11.1.3.2. *Commission d'avancement et arrêt du tableau d'avancement*

11.2. Avancement à titre exceptionnel

ANNEXES

ANNEXE	I.	–	Contrat de volontariat dans la gendarmerie.
ANNEXE	II.	–	Note explicative relative à la signature du contrat de volontariat souscrit en application du décret n° 2008-955 du 12 septembre 2008 modifié.
ANNEXE	III.	–	Décision portant rattachement à un stage de formation pour complément de formation.
ANNEXE	IV.	–	Décision portant renouvellement de la période probatoire.
ANNEXE	V.	–	Demande de renouvellement de contrat pour servir en qualité de volontaire.
ANNEXE	V <i>bis</i> .	–	Demande de maintien en service au-delà de la limite de durée des services pour une période d'une année.
ANNEXE	VI.	–	Décision portant agrément d'une demande de renouvellement d'un contrat de volontariat.
ANNEXE	VI <i>bis</i> .	–	Décision portant agrément d'une demande de maintien en service au-delà de la limite de durée des services pour une période d'une année.
ANNEXE	VII.	–	Décision portant rejet d'une demande de renouvellement d'un contrat de volontariat.
ANNEXE	VII <i>bis</i> .	–	Décision portant rejet d'une demande de maintien en service au-delà de la limite de durée des services pour une période d'une année.
ANNEXE	VIII.	–	Arrêté constatant la fin d'un contrat de volontariat.
ANNEXE	IX.	–	Décision portant prorogation d'un contrat de volontariat.
ANNEXE	X.	–	Arrêté portant cessation de l'état de volontaire dans les armées en service au sein de la gendarmerie nationale.
ANNEXE	XI.	–	Dénonciation d'un contrat de volontariat par le volontaire.
ANNEXE	XII.	–	Communication du dossier individuel.
ANNEXE	XIII.	–	Décision portant dénonciation d'un contrat de volontariat.
ANNEXE	XIV.	–	Décision portant dénonciation d'un contrat de volontariat pour inaptitude préexistante à la signature du contrat.
ANNEXE	XV.	–	Demande de résiliation d'un contrat de volontariat.
ANNEXE	XVI.	–	Arrêté portant agrément d'une demande de résiliation d'un contrat de volontariat.
ANNEXE	XVII.	–	Décision portant rejet d'une demande de résiliation d'un contrat de volontariat.
ANNEXE	XVIII.	–	Arrêté portant cessation de l'état de militaire pour réforme définitive.
ANNEXE	XIX.	–	Chronologie d'affectation des volontaires.
ANNEXE	XX.	–	État des groupements à mettre au choix.
ANNEXE	XXI.	–	Fiche de vœux individuelle.
ANNEXE	XXII.	–	Déclaration relative à l'indépendance dans l'exécution du service (affectation hors garde républicaine et gendarmerie spécialisée).
ANNEXE	XXIII.	–	Déclaration relative à l'indépendance dans l'exécution du service (affectation dans une unité de la garde républicaine ou d'une gendarmerie spécialisée).
ANNEXE	XXIV.	–	État récapitulatif des desiderata adressé aux régions de gendarmerie, aux groupements de gendarmerie ayant le statut de formation administrative, et aux commandements de la gendarmerie d'outre-mer.
ANNEXE	XXV.	–	État récapitulatif des desiderata adressé aux régions de gendarmerie zone de défense et de sécurité.
ANNEXE	XXVI.	–	Bordereau d'envoi valant décision de rejet d'une demande de mutation.
ANNEXE	XXVII.	–	Demande de congé de maternité.
ANNEXE	XXVIII.	–	Décision portant agrément d'une demande de congé de maternité.
ANNEXE	XXIX.	–	Demande de congé de paternité ou d'accueil de l'enfant.
ANNEXE	XXX.	–	Décision portant agrément d'une demande de congé de paternité ou d'accueil de l'enfant.
ANNEXE	XXXI.	–	Demande de congé d'adoption.
ANNEXE	XXXII.	–	Décision portant agrément d'une demande de congé d'adoption.

ANNEXE	XXXIII.	–	Demande d'attribution d'un congé de présence parentale.
ANNEXE	XXXIV.	–	Décision portant agrément d'une demande de congé de présence parentale.
ANNEXE	XXXV.	–	Demande d'attribution d'un congé de longue durée pour maladie ou de longue maladie.
ANNEXE	XXXVI.	–	Décision portant agrément d'un congé de longue durée pour maladie ou de longue maladie.
ANNEXE	XXXVII.	–	Correspondance à la CNMSS suite à la mise en congé de longue durée pour maladie ou de longue maladie.
ANNEXE	XXXVIII.	–	Correspondance à la CNMSS pour demande de prestations en espèces.
ANNEXE	XXXIX.	–	Demande de reprise d'activité suite à un congé de longue durée pour maladie ou de longue maladie.
ANNEXE	XL.	–	Décision portant agrément d'une reprise d'activité suite à un congé de longue durée pour maladie ou de longue maladie.
ANNEXE	XLI.	–	Demande d'attribution d'un congé parental.
ANNEXE	XLII.	–	Décision portant agrément d'une demande de congé parental.
ANNEXE	XLIII.	–	Demande de rappel à l'activité à l'issue d'un congé parental.
ANNEXE	XLIV.	–	Décision portant agrément d'une demande de rappel à l'activité à l'issue d'un congé parental.
ANNEXE	XLV.	–	Demande d'attribution d'un congé pour convenances personnelles sans solde, de la position de non-activité.
ANNEXE	XLVI.	–	Décision portant rejet d'une demande d'attribution d'un congé pour convenances personnelles sans solde, de la position de non-activité..
ANNEXE	XLVII.	–	Décision portant agrément d'une demande d'attribution d'un congé pour convenances personnelles sans solde, de la position de non-activité.
ANNEXE	XLVIII.	–	Demande d'attribution d'un congé pour convenances personnelles sans solde, de la position de non-activité, en vue d'élever un enfant de moins de huit ans.
ANNEXE	XLIX.	–	Décision portant rejet d'une demande d'attribution d'un congé pour convenances personnelles sans solde, de la position de non-activité, en vue d'élever un enfant de moins de huit ans.
ANNEXE	L.	–	Décision portant agrément d'une demande d'attribution d'un congé pour convenances personnelles sans solde, de la position de non-activité, en vue d'élever un enfant de moins de huit ans.
ANNEXE	LI.	–	Demande de rappel à l'activité à l'issue d'un congé pour convenances personnelles sans solde, de la position de non-activité.
ANNEXE	LII.	–	Décision portant agrément d'une demande de rappel à l'activité à l'issue d'un congé pour convenances personnelles sans solde, de la position de non-activité.
ANNEXE	LIII.	–	Procès-verbal de la réunion de la commission d'avancement.
ANNEXE	LIV.	–	Arrêt du tableau d'avancement.

PRÉAMBULE

Prévu au 4^e alinéa de l'article L.4132-5 et à l'article L.4132-11 du code de la défense, le volontariat dans les armées est défini par le décret en 7^e référence. Les volontaires dans les armées en service au sein de la gendarmerie nationale sont, au titre de la présente instruction, désignés sous l'appellation « aspirants de gendarmerie issus du volontariat » (AGIV) ou « gendarmes adjoints volontaires » (GAV) pour les agents de police judiciaire adjoints (APJA), les emplois particuliers (EP) et les hauts niveaux (HN).

Appelés à servir en tout temps et en tout lieu, les volontaires sont affectés dans l'ensemble des postes prévus aux tableaux des effectifs autorisés des formations de la gendarmerie nationale.

La présente instruction a pour objet de définir les règles de gestion des AGIV et des GAV.

1. SOUSCRIPTION DU PREMIER CONTRAT DE VOLONTARIAT

1.1. Modalités de souscription du premier contrat de volontariat (annexes I et II)

La décision d'agrément de la candidature en vue de la souscription d'un contrat de volontaire dans les armées en service au sein de la gendarmerie nationale est délivrée par la direction générale de la gendarmerie nationale - direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale - sous-direction des compétences (DGGN/DPMGN/SDC).

Le contrat est signé entre le volontaire et l'autorité ayant reçu délégation de pouvoir du ministre de l'intérieur.

La signature du contrat intervient au plus tard :

- le jour de l'incorporation, soit à l'école de gendarmerie pour la métropole, soit sur le lieu de la formation en outre-mer, le cas échéant ;
- au siège du commandement de gendarmerie outre-mer la veille du départ vers la métropole pour les candidats résidant outre-mer et appelés à suivre une formation en métropole.

1.2. Prise d'effet et durée du contrat

Le contrat de volontariat prend effet à la date prévue dans le contrat ou, à défaut, à la date de sa signature.

Il est conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois renouvelable une fois pour une période de trente-six (36) mois. Le contrat peut être prolongé pour une période de douze mois, dès lors que le volontaire sollicite son maintien en service au-delà de la limite de durée des services. La durée totale du volontariat dans les armées ne peut excéder cinq (5) ans, ou six (6) ans en cas de maintien au-delà de la limite de durée de service.

2. FORMATION ET CHANGEMENT DE CATÉGORIE

2.1. Dispositif global de formation

Une formation initiale est dispensée aux AGIV, GAV APJA, GAV EP et HN. Elle est complétée par une formation complémentaire pour les GAV APJA, GAV EP et HN. Ce dispositif global de formation fait l'objet de textes spécifiques.

2.2. Période probatoire (annexes III et IV)

Le contrat initial de volontariat ne devient définitif qu'à l'expiration d'une période probatoire d'une durée de six mois.

Lorsqu'un volontaire a dû interrompre son cycle de formation initiale en école ou complémentaire en unité pour raison de santé ou lorsqu'il n'a pas acquis les compétences requises, la période probatoire peut être renouvelée une fois pour une durée de six mois par l'autorité ayant reçu délégation de pouvoir du ministre de l'intérieur.

Lorsque le militaire est encore en période de formation initiale, il est rattaché par la même décision à un autre stage pour y suivre un nouveau cycle complet de formation, immédiatement ou dès que son aptitude à reprendre le service est reconnue.

Si le nouveau cycle de formation n'est pas effectué au sein de la même école, la décision est prise par le commandant des écoles de la gendarmerie nationale.

2.3. Changement de catégorie

2.3.1. Dispositions spécifiques aux GAV candidats AGIV

Les GAV sélectionnés en raison de l'aptitude et de la manière de servir, ou titulaires au minimum d'un diplôme de niveau III, ont la possibilité de déposer une candidature AGIV, sous la forme d'un compte-rendu motivé, de manière spontanée ou en réponse à un appel à volontaires.

Elle est adressée par voie hiérarchique à la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV/SAGV, accompagnée des pièces suivantes :

- transmis détaillés des échelons hiérarchiques;
- une copie du diplôme d'enseignement supérieur;
- un certificat médico-administratif d'aptitude à servir en qualité d'AGIV.

En cas d'agrément, le militaire concerné reste affecté à son unité et suit l'intégralité de la formation sollicitée, en école de gendarmerie. En cas d'échec ou d'abandon, le militaire réintègre son unité d'origine.

2.3.2. *Changement de catégorie pour les GAV EP souhaitant une réorientation GAV APJA*

Les GAV destinés à occuper un emploi particulier qui souhaitent réorienter leur volontariat vers un emploi opérationnel après minimum une année d'affectation établissent une demande transmise par la voie hiérarchique à la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV/SAGV, accompagnée des pièces suivantes :

- un certificat médico-administratif d'aptitude à servir en qualité d'APJA;
- le contrat initial ou le cas échéant la décision de renouvellement du contrat.

En cas d'agrément, le militaire concerné reste affecté à son unité et est détaché en école de gendarmerie pour suivre l'intégralité de la formation sollicitée.

En cas de réussite à la formation et préalablement à son affectation sur un poste de GAV APJA, le gestionnaire déconcentré procède au changement de statut sous Agorha.

En cas d'échec ou d'abandon, le militaire réintègre son unité d'origine en tant que GAV EP.

2.3.3. *Changement de catégorie pour les GAV APJA souhaitant une réorientation GAV EP*

2.3.3.1. GAV APJA en formation initiale

Lors de leur formation initiale, et à titre très exceptionnel, les militaires ne présentant manifestement pas le profil pour devenir GAV APJA peuvent solliciter un changement de catégorie vers GAV EP. Cette demande peut intervenir à différents moments de la formation :

- dès lors que l'intéressé(e) a réussi la première partie de la formation et qu'il est titulaire du CIAPT « pistolet automatique »;
- ou en cas d'échec aux examens finaux.

Le militaire rédige un compte-rendu motivé en mentionnant des choix géographiques « région » uniquement et éventuellement le choix de la spécialité souhaitée en fonction des expériences professionnelles ou des diplômes détenus.

Le dossier, comportant une copie des diplômes détenus et revêtu des avis hiérarchiques du commandant de compagnie et du chef de corps, est envoyé par la voie hiérarchique à la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV/SAGV.

Lorsque le changement de catégorie est agréé, le gestionnaire d'accueil du volontaire modifie le statut de l'intéressé sous Agorha en mentionnant expressément la nature précise de l'emploi particulier de ce GAV.

2.3.3.2. GAV APJA affectés en unité opérationnelle

Les GAV APJA affectés en unité opérationnelle qui souhaitent réorienter leur volontariat vers un emploi non opérationnel établissent une demande transmise par la voie hiérarchique à la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV/SAGV, accompagnée des pièces suivantes :

- un certificat médico-administratif d'aptitude à servir en qualité de volontaire en cours de validité;
- un diplôme attestant leur aptitude à exercer dans la qualification professionnelle choisie ou, à défaut, d'éléments de nature à aider à la prise de décision (contrats de travail, motivations, description d'expériences professionnelles...).

Ils mentionnent obligatoirement dans leur demande :

- leurs motivations;
- les raisons pour lesquelles une réorientation professionnelle est souhaitée (non attribution du DGA, inaptitude médicale GAV APJA...);
- le(s) type(s) d'emploi sollicité(s);
- leurs desiderata d'affectation en mentionnant, par ordre de priorité, au moins trois formations administratives différentes;
- qu'ils sont avisés qu'ils ne pourront pas solliciter un nouveau changement de catégorie pendant deux ans, à compter de leur affectation sur un poste non opérationnel.

En cas d'agrément, la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV adresse un message à la formation administrative d'accueil, en précisant l'unité d'affectation et le code poste. Il appartient :

- au gestionnaire d'accueil d'établir l'ordre de mutation (avec les mentions: ACR, à la demande) et de procéder au changement de catégorie dans l'IT 9510;

- au gestionnaire de départ d'inscrire le changement de catégorie APJA ver EP dans l'outil de suivi de gestion des volontaires.

Les GAV APJA qui ont obtenu leur DGA APJA se voient automatiquement attribuer le DGA EP.

Les GAV qui n'ont pas obtenu leur DGA APJA bénéficient d'une période d'observation de 12 semaines, non renouvelable, en vue de l'attribution du DGA EP.

3. RENOUELEMENT ET PROROGATION DU CONTRAT DE VOLONTARIAT

3.1. **Renouvellement de contrat de volontariat et demande de maintien en service au-delà de la limite de durée des services pour une période d'une année (annexes V à VII bis)**

Le volontaire qui souhaite le renouvellement de son contrat ou son maintien en service au-delà de la limite de durée des services pour une période d'une année adresse une demande écrite à l'autorité ayant reçu délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur dont il dépend, au moins trois mois avant son terme. Il joint à sa demande un certificat médico-administratif d'aptitude en cours de validité. Le dossier est transmis par la voie hiérarchique à cette même autorité, qui agréé ou rejette la demande. En cas d'avis défavorable du commandement, le dossier doit être motivé. La demande de renouvellement de contrat ou de maintien en service au-delà de la limite de durée des services pour une période d'une année est systématiquement rejetée en cas de manière de servir jugée insuffisante.

3.2. **Fin de contrat de volontariat suite à l'absence de demande de renouvellement de contrat (annexe VIII)**

Afin de permettre l'ouverture des droits à pension aux volontaires dans les armées en service au sein de la gendarmerie nationale qui ne demandent pas le renouvellement de leur contrat ou qui ne demandent pas de maintien en service au-delà de la limite des services pour une période d'une année, les commandants de formation administrative prennent un arrêté constatant la fin du contrat de volontariat.

3.3. **Prorogation du contrat de volontariat (annexe IX)**

Le volontaire dans les armées en service au sein de la gendarmerie nationale, placé dans l'un des congés de la position d'activité (prévus à l'article L.4138-2 du code de la défense) voit, si nécessaire, son premier contrat prorogé jusqu'à la date d'expiration de ce congé, dans la limite de la durée de service, à l'exception des permissions.

En ce qui concerne le volontaire placé dans l'un des congés de la position de non-activité (prévus à l'article L.4138-11 du code de la défense), seul celui placé en CLM et en CLDM pourra voir son premier contrat prorogé, si nécessaire, jusqu'à la date d'expiration de ce congé et dans la limite de la durée de service.

Dans toutes les autres positions de congés temporaires de non-activité, le congé n'affecte pas le terme du contrat, lequel prend obligatoirement fin à la limite de durée des services du volontaire.

Dans le cadre de la procédure d'accès aux emplois réservés et conformément aux dispositions de l'article L.405 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, le volontaire bénéficie d'une prorogation de droit de son contrat jusqu'à la fin du stage ou de la scolarité obligatoire et de leur renouvellement éventuel, y compris au-delà de la limite de durée des services.

4. CESSATION DE L'ÉTAT DE VOLONTAIRE DANS LES ARMÉES EN SERVICE AU SEIN DE LA GENDARMERIE NATIONALE (ANNEXE X)

Afin de permettre l'ouverture des droits à pension aux volontaires dans les armées en service au sein de la gendarmerie nationale, rayés des contrôles à l'issue de leurs cinq années de contrat, ou six années de contrat en cas de maintien en service au-delà de la limite de durée des services, les commandants de formation administrative prennent un arrêté portant cessation de l'état de volontaire dans les armées en service au sein de la gendarmerie nationale.

5. ANNULATION DU CONTRAT DE VOLONTARIAT

À tout moment, un contrat de volontariat peut être annulé s'il a été souscrit en violation des conditions fixées par l'article L.4132-1 du code de la défense, ainsi que par les articles 3 et 4 du décret en 7^e référence. Il en est ainsi, en particulier, lorsqu'il y a eu irrégularité ou fraude de l'intéressé aboutissant à la signature du contrat.

Lorsque le contrat de volontariat est susceptible de faire l'objet d'une annulation, le commandant de l'école de gendarmerie ou le commandant de la formation administrative d'affectation adresse dans les meilleurs délais à la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV/SAGV un rapport, auquel sont joints un exemplaire du contrat de volontariat et toutes les pièces justificatives nécessaires.

6. DÉNONCIATION DU CONTRAT DE VOLONTARIAT (ANNEXES XI À XIV)

6.1. Procédure de dénonciation du contrat à la demande du volontaire

Au cours de la période probatoire (renouvelée ou non), le volontaire peut dénoncer son contrat unilatéralement, à tout moment et sans qu'il soit dans l'obligation d'invoquer un quelconque motif.

La décision de dénonciation est prise par le commandant de l'école de gendarmerie ou le commandant de la formation administrative d'affectation.

Le militaire est rayé des contrôles à la date mentionnée dans sa déclaration après avoir passé une visite médicale de fin de service auprès d'un médecin du service de santé des armées.

6.2. Procédure de dénonciation du contrat par l'autorité militaire

6.2.1. Cas général

Pendant la période probatoire (renouvelée ou non), le contrat peut être dénoncé unilatéralement par le commandant de l'école de gendarmerie (sur proposition du commandant de la compagnie d'instruction, consignée dans un rapport revêtu des avis hiérarchiques, ou sur proposition du commandant de la division d'instruction, consignée dans un rapport revêtu des avis hiérarchiques) ou le commandant de la formation administrative de l'intéressé (sur proposition du commandant de l'unité d'emploi, consignée dans un rapport revêtu des avis hiérarchiques) pour inaptitude à l'emploi de volontaire.

La décision est obligatoirement motivée et peut résulter notamment de :

- l'inadaptation à la vie militaire;
- l'inaptitude médicale définitive;
- l'insuffisance de formation, suite à la non-délivrance :
 - de l'attestation de réussite de la formation AGIV délivrée par le commandant de l'EOGN;
 - du certificat technique de qualification pour l'emploi considéré (gendarmes adjoints volontaires);
 - du diplôme de gendarme adjoint (APJA, EP et HN).

Préalablement à la notification de la dénonciation de son contrat, le militaire concerné peut prendre connaissance de son dossier individuel et de son dossier médical. Une correspondance, dont le modèle est joint en annexe XII, lui est adressée à cet effet.

Le volontaire est rayé des contrôles le lendemain de la notification de la décision et après avoir été soumis à une visite médicale de fin de service auprès d'un médecin du service de santé des armées.

6.2.2. Dénonciation du contrat pour inaptitude physique préexistante à la signature du contrat

L'aptitude physique du volontaire est contrôlée lors de la visite médicale d'incorporation qui suit son arrivée à l'école de gendarmerie.

Lorsque le résultat des opérations médicales conclut à l'inaptitude physique de l'intéressé pour cause préexistante à la signature du contrat, ce dernier est dénoncé par l'autorité ayant reçu délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur. Le dossier nécessaire à la dénonciation dudit contrat comporte :

- un certificat médico-administratif d'aptitude modèle 620-4*/12 indiquant que l'inaptitude physique est préexistante à la signature du contrat;
- un exemplaire du contrat de volontariat.

La décision est notifiée dans les formes réglementaires à l'intéressé avant la fin de la période probatoire.

Préalablement à la notification de la dénonciation de son contrat, le militaire concerné peut prendre connaissance de son dossier individuel et de son dossier médical. Une correspondance, dont le modèle est joint en annexe XII, lui est adressée à cet effet.

Le volontaire est rayé des contrôles le lendemain de la notification de la décision et après avoir été soumis à une visite médicale de fin de service auprès d'un médecin du service de santé des armées.

7. RÉSILIATION DU CONTRAT DE VOLONTARIAT (ANNEXES XV À XVIII)

7.1. Causes de résiliation du contrat

À l'issue de la période probatoire, il peut être mis fin au volontariat par résiliation du contrat :

- à la demande motivée du volontaire;
- d'office en cas de souscription d'un nouveau contrat se substituant expressément au contrat en cours ou dans les cas prévus à l'article L. 4139-14 du code de la défense.

7.2. Autorités compétentes pour prononcer la résiliation du contrat

Les autorités compétentes sont énumérées au tableau suivant :

RÉSILIATION DU CONTRAT	AUTORITÉ COMPÉTENTE
À la demande du volontaire	Autorité ayant reçu délégation de signature du ministre de l'intérieur
Dans les cas prévus au 4 ^e à l'article L.4139-14 du code de la défense	
Pour perte de la nationalité française ou condamnation à une peine criminelle.	DGGN – DPMGN – SDAP
Dans les cas prévus aux 2 ^e et 3 ^e alinéas de l'article L.4139-14 du code de la défense.	DGGN – DPMGN – SDAP

7.3. Procédure de résiliation du contrat

7.3.1. Résiliation à la demande du volontaire

Le volontaire établit une demande motivée, conformément aux articles L.4139-13, R.4139-46 et R.4139-47 du code de la défense.

Revêtue des avis hiérarchiques, elle est transmise à l'autorité ayant reçu délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur qui prend un arrêté d'agrément de la demande. La décision de rejet est prise par le ministre de l'intérieur. Préalablement à la notification de la décision de rejet, le militaire concerné peut prendre connaissance de son dossier individuel et de son dossier médical.

La date de radiation des contrôles tient compte de l'épuisement des droits à permission du militaire concerné, sauf si ce dernier demande à ce qu'il soit mis fin à son contrat avant cette date.

La visite médicale de fin de service est effectuée par un médecin du service de santé des armées.

7.3.2. Résiliation d'office

7.3.2.1. Procédure de recrutement par voie de changement d'armée

Les militaires ont la possibilité de postuler au recrutement par voie de changement d'armée. Les volontaires prennent préalablement attache auprès du centre d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA) compétent, afin d'évaluer l'opportunité de celle-ci.

Le dossier est adressé à la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV/SAGV, qui le transmet à la direction des ressources humaines compétente ou à l'organisme recruteur. Il est constitué des pièces suivantes :

- demande de l'intéressé, laquelle précise, dans le cas d'un souhait de changement d'armée vers l'armée de terre, les emplois et unités souhaitées;
- transmis avec avis hiérarchiques;
- état signalétique et des services ou photocopie du livret matricule certifié conforme à l'original;
- relevé de punitions et de récompenses;
- copie des diplômes civils et militaires;
- copie du contrat d'engagement et, le cas échéant, de son renouvellement;
- relevé CCPM;
- certificat médico-administratif d'aptitude, précisant, le cas échéant, l'aptitude TAP ou Montagne, et, dans tous les cas, le poids et la taille du militaire souhaitant rejoindre une unité de l'armée de terre.

En cas d'agrément prononcé pour un recrutement par voie de changement d'armée, la radiation des contrôles de la formation administrative gendarmerie intervient en principe d'office à la date de prise d'effet du nouveau contrat. Conformément aux dispositions du 3^e alinéa de l'article L.4132-6 du code de la défense, le militaire peut être admis à servir avec un grade inférieur. Une copie du nouveau contrat est adressée à la formation administrative d'origine.

7.3.2.2. Perte de grade dans les conditions prévues au 2^e alinéa de l'article L.4139-14 du code de la défense

La perte de grade, dans les conditions prévues par le code de justice militaire ou à la suite de la perte de nationalité française, fait intervenir d'office, d'une part, la cessation de l'état militaire du volontaire et, d'autre part, la résiliation de contrat prononcée par la DGGN/DPMGN/SDAP/BCHANC, sur proposition du commandant de la formation administrative.

Le dossier est composé des pièces suivantes :

- une copie du contrat initial de volontariat et de son éventuel renouvellement;
- une copie de l'acte motivant la résiliation du contrat (extrait de jugement pour la perte de grade).

7.3.3. Résiliation par mise en réforme définitive

La résiliation du contrat pour raison de santé, prévue par le décret en 7^e référence (notamment son article 16) et le 4^e alinéa de l'article L.4139-14 du code de la défense est prise par un arrêté du commandant de la formation administrative, après avis de la commission de réforme des militaires, conformément aux articles R.4139-53 à R.4139-61 du code de la défense. Pour les militaires affectés en école, la décision est prise par le commandant des écoles de la gendarmerie nationale.

7.3.4. Résiliation par sanction disciplinaire

La résiliation du contrat par sanction disciplinaire du 3^e groupe, conformément au 3^e alinéa de l'article L.4137-2 du code de la défense, est prise par la DGGN/DPMGN/SDAP/BCHANC sur proposition du commandant de la formation administrative. Le dossier est constitué des pièces suivantes :

- le dossier disciplinaire proposant une sanction de 3^e groupe;
- une copie du contrat de volontariat et de son éventuel renouvellement.

8. AFFECTATION DES VOLONTAIRES

8.1. Chronologie d'affectation (annexe XIX)

Chaque année, la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV adresse aux formations administratives un calendrier des formalités particulières à accomplir dans le cadre des affectations des élèves GAV.

8.2. Ouverture des postes

La DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV/SAGV détermine les besoins en effectifs GAV APJA des formations administratives, notamment à partir des éléments issus de l'outil de suivi et de gestion des volontaires.

Le mois précédant la mise à l'emploi des GAV APJA, le gestionnaire central adresse par message aux formations administratives les volumes prévisionnels de volontaires qui leur seront affectés.

Après réception, ces dernières adressent la liste des groupements (pour les régions de gendarmerie et les groupements de gendarmerie ayant le statut de formation administrative), des régiments (pour la garde républicaine), des compagnies (pour la gendarmerie des transports aériens) et des unités (pour les gendarmeries de l'air, maritime, de l'armement) qu'elles souhaitent proposer lors de l'amphithéâtre de sortie de formation (annexe XX).

8.3. Affectation des volontaires en métropole

8.3.1. Affectation des GAV « emploi particulier » et des GAV « haut niveau »

Les GAV EP et ceux appelés à exercer une fonction exigeant une qualification de haut niveau sont affectés sur le poste pour lequel ils ont été recrutés. L'affectation initiale des GAV EP et des GAV HN est déterminée en concertation par la DGGN/DPMGN/SDC/BRCE, la formation administrative et la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV/SAGV. Elle est mentionnée sur le courrier d'agrément de la candidature adressé par le BRCE au candidat invité à rejoindre l'école de formation en vue de la souscription d'un contrat de volontariat.

Les mutations sont prononcées par les commandants de formation administrative.

8.3.2. Affectation des GAV APJA

8.3.2.1. Affectation au sein d'une unité des régions de gendarmerie (GM et GD) ou des groupements de gendarmerie ayant le statut de formation administrative

Au terme de la formation initiale en école, les GAV APJA choisissent leur formation d'affectation dans l'ordre du classement lors d'un amphithéâtre de choix des postes, parmi la liste arrêtée par la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV/SAGV, en concertation avec les formations administratives (sous réserve des compétences particulières attachées à certains emplois).

Les GAV APJA, volontaires pour servir dans les compétences « Équestre¹ » ou « Montagne² », et dont l'aptitude a été reconnue, sont tenus de choisir à l'amphithéâtre une unité requérant ces compétences, sous réserve qu'un poste soit ouvert.

¹ L'aptitude des GAV APJA à servir dans une unité équestre est évaluée par la garde républicaine pendant la formation initiale en école de gendarmerie. Préalablement à leur affectation, les intéressés suivent une formation complémentaire au centre d'instruction de cavalerie.

² Les connaissances théoriques des GAV APJA qui possèdent une bonne pratique du ski et de l'alpinisme sont vérifiées, au cours de la formation initiale. Le centre national d'instruction de ski et d'alpinisme de la gendarmerie adresse les résultats obtenus à la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV/SAGV, ainsi qu'aux écoles concernées par messagerie ou à défaut par télécopie.

À l'issue de l'amphithéâtre, les écoles concernées adressent aux formations administratives les fiches de vœux individuelles (annexe XXI), les déclarations relatives à l'indépendance dans l'exécution du service (annexe XXII), ainsi que l'état récapitulatif des desiderata (annexes XXIV et XXV). L'annexe XXII est insérée au dossier 2^e partie du militaire concerné.

8.3.2.2. Affectation au sein de la garde républicaine ou d'une unité de gendarmerie spécialisée

À l'issue de l'amphithéâtre, les écoles concernées adressent au commandant de la garde républicaine et aux commandants des groupements des gendarmeries spécialisées l'annexe XXIII, dûment complétée et signée par les GAV APJA qui ont, au cours de l'amphithéâtre de choix des postes, choisi une affectation au sein de la garde républicaine (le point 8.3.2.1 détaille la procédure à suivre en vue d'une éventuelle affectation au régiment de cavalerie) ou d'une unité de gendarmerie spécialisée. Ce document est inséré au dossier 2^e partie des militaires.

8.4. Affectation des volontaires en outre-mer

8.4.1. Affectation en sortie de formation dispensée en métropole

Les volontaires peuvent être affectés en sortie d'école dans l'intérêt du service dans les départements et collectivités d'outre-mer (DOM-COM) ou de la Nouvelle-Calédonie, en fonction des besoins exprimés par les formations administratives d'outre-mer. L'ordre de classement de fin de stage prévaut entre ces derniers.

La mise en route des intéressés dans le cadre d'une affectation outre-mer est effectuée par le commandant de l'école après vérification de leur aptitude à servir outre-mer.

8.4.2. Affectation en sortie de formation dispensée localement, au sein d'un DOM-COM ou en Nouvelle-Calédonie

Chaque année, des formations locales peuvent être organisées en fonction des besoins émis par le commandant de la gendarmerie outre-mer. Le volume de places ouvertes est décidé conjointement entre le commandant de la gendarmerie outre-mer, le BPSOGV et le BRCE. Les GAV APJA choisissent leur unité d'affectation dans l'ordre du classement lors d'un amphithéâtre de choix des postes, parmi la liste arrêtée par le COMGEND.

8.5. Affectation des AGIV

Les AGIV sont affectés à l'issue d'un amphithéâtre de choix de postes, dont certains nécessitent des compétences particulières. Ils sont nommés au grade d'aspirant par décision de la DGGN/DPMGN/SDGP. L'EOGN insère l'annexe XXII adaptée au cas d'espèce, dans le dossier individuel 1^{re} partie.

Les élèves AGIV ayant échoué aux examens de fin de formation se voient appliquer les modalités définies au point 4.2 de l'instruction n° 25550/DEF/GEND/RH/RF/FORM du 19 février 2007 (CLASS. : 24.02) relative à la formation des aspirants de gendarmerie issus du volontariat.

La décision est prise par la DGGN/DPMGN/SDGP sur proposition du commandant des écoles de la gendarmerie nationale, après avis du commandant de la formation d'affectation. Ce dernier prononce la mutation du volontaire.

Le certificat technique de qualification pour l'emploi considéré est délivré par le commandant de l'EOGN. Le diplôme de gendarme adjoint sera alors attribué par le commandant de la formation administrative d'emploi.

9. MOBILITÉ EN COURS DE SERVICE

9.1. Mutation prononcée à l'initiative du commandement

9.1.1. Mutation pour assurer la continuité du service

Un volontaire peut être muté à l'initiative du commandement dans l'intérêt du service, notamment dans les cas suivants : vacance ou transformation d'emploi, réorganisation, création ou suppression d'unité, restructuration immobilière, etc.

9.1.2. Mutation d'office dans l'intérêt du service pour un motif tenant à la personne de l'intéressé

Lorsque le maintien dans l'emploi ou la résidence du militaire se révèle contraire à l'intérêt du service, sa mutation peut être prononcée par le commandement pour raison de service, selon la procédure détaillée dans la circulaire en dernière référence.

9.2. Mutation prononcée à la demande du volontaire

9.2.1. Mutation à la demande du volontaire avec changement de branche de gestion

Après un an de service, le volontaire peut solliciter une mutation.

Cette demande, établie sous Agorha, est transmise au commandant de formation administrative dont relève le volontaire, revêtue des avis hiérarchiques.

Le commandant de formation administrative transmet la demande revêtue de son avis au commandant de la formation administrative sollicitée.

Après examen de la demande de mutation, le commandant de la formation administrative dans laquelle souhaite servir le volontaire établit selon le cas :

- un ordre de mutation, après entente avec la formation administrative de départ sur la date de mutation, si un poste est déjà vacant ou le sera à court terme. Dans tous les cas, la date de mutation interviendra au plus tôt deux (2) mois après la demande de mobilité;
- un bordereau d'envoi de rejet (annexe XXVI). En cas d'avis divergent, la formation administrative sollicitée est compétente pour se prononcer en dernier ressort sur la suite à donner à la demande de mobilité.

9.2.2. *Mutation à la demande du volontaire au sein de sa branche de gestion*

Après un an de service, le volontaire peut solliciter une mutation.

Cette demande, établie *via* Agorha, est transmise au commandant de formation administrative dont relève le volontaire, revêtue des avis hiérarchiques.

Après examen de la demande de mutation, le commandant de la formation administrative établit selon le cas :

- un ordre de mutation, si un poste est déjà vacant ou le sera à court terme;
- un bordereau d'envoi de rejet (annexe XXVI).

9.2.3. *Permutation*

9.2.3.1. Conditions à remplir

Le volontaire désireux de bénéficier d'une permutation devra remplir les conditions suivantes :

- être affecté en métropole;
- être titulaire du DGA pour les GAV;
- comptabiliser au moins un an de service;
- se trouver à plus d'un an de la fin de son deuxième contrat;
- être du même grade ou de celui immédiatement inférieur ou supérieur que le permutant;
- être de la même catégorie que le permutant;
- servir dans le même emploi pour les GAV EP;
- présenter un profil professionnel équivalent au permutant.

9.2.3.2. Procédure

Le militaire volontaire pour une permutation s'inscrit sous Agorha dans le menu « mon dossier » - « Demande de permutation ».

Les candidats à une permutation doivent établir leurs demandes simultanément pour permettre un traitement conjoint par le(s) commandant(s) de formation administrative concerné(s).

Le commandant de formation administrative qui, pour des raisons d'incompatibilité du mouvement envisagé avec l'intérêt du service, souhaite s'opposer à la permutation des militaires, saisit la DGGN/DPMGN/SDGP pour arbitrage.

9.2.4. *Mutation à la demande du volontaire, sans considération de temps de présence, pour raisons personnelles exceptionnelles*

L'intéressé établit une fiche de vœux *via* Agorha sur laquelle il invoque les raisons qu'il juge utile de faire valoir. Il doit joindre à l'appui de sa demande tout document ou toute explication pouvant éclairer le commandement. La demande est transmise au commandant de la formation administrative dont relève le volontaire, revêtue des avis hiérarchiques.

Le commandant de la formation administrative dont relève le volontaire transmet obligatoirement la demande revêtue de son avis au commandant de la formation administrative sollicitée. Celui-ci l'examine et apprécie la suite qu'il estime devoir lui réserver et établit selon le cas :

- un ordre de mutation après entente avec la formation administrative de départ sur la date de mutation. Dans la mesure du possible, la date de mutation interviendra au plus tôt deux (2) mois après la demande de mobilité;
- un bordereau d'envoi de rejet (annexe XXVI).

9.3. Mutation outre-mer

Toute demande de mutation à destination ou en provenance de l'outre-mer, à l'exception des postes de la gendarmerie maritime, est adressée par les commandants de formation administrative dont relèvent les militaires au commandant de la gendarmerie outre-mer, qui agrée ou rejette les demandes.

Un certificat médico-administratif d'aptitude à servir outre-mer en cours de validité accompagne obligatoirement la demande.

10. POSITIONS STATUTAIRES APPLICABLES AUX VOLONTAIRES

Les volontaires peuvent bénéficier de congés de la position d'activité (détaillés à l'article L. 4138-2 du code de la défense) ou de non-activité (détaillés à l'article L. 4138-11 du code de la défense), dans la limite de durée des services (5 ans, ou 6 ans en cas de maintien au-delà de la limite de durée des services) fixée à l'article L. 4139-16 du code de la défense.

Les documents nécessaires à la demande des intéressés et aux décisions prises par les commandants de formation administrative ou par la DGGN/DMPGN/SDGP font l'objet des annexes XXVII à LII.

11. NOMINATION ET AVANCEMENT

Les volontaires servent dans les grades de militaire du rang (gendarme adjoint volontaire, brigadier, brigadier-chef), au grade de maréchal des logis ou au grade d'aspirant pour les AGIV.

Le volontariat est souscrit au premier grade de militaire du rang.

L'avancement a lieu exclusivement au choix.

11.1. Avancement dans les grades de militaire du rang et de maréchal des logis

11.1.1. Conditions à réunir pour accéder au grade supérieur

11.1.1.1. Pour le grade de brigadier :

- avoir accompli au moins trois mois de service ;
- être titulaire du diplôme de gendarme adjoint (DGA).

11.1.1.2. Pour le grade de brigadier-chef :

- avoir servi au moins un mois dans le grade de brigadier.

11.1.1.3. Pour le grade de maréchal-des-logis :

- avoir accompli au moins six mois de service dont au moins deux mois en qualité de brigadier-chef ;
- avoir obtenu le brevet de gendarme adjoint (BGA).

11.1.2. Volume des promotions

Le volume des promotions déterminé en fonction du plafond d'emploi dans chaque grade est établi annuellement par la DGGN/DPMGN/SDGP et fait l'objet d'une diffusion aux formations administratives.

11.1.3. Procédure d'avancement

11.1.3.1. Fusionnement des proposables par grade

Le fusionnement des proposables est effectué par le ou les échelon(s) hiérarchique(s) désigné(s) par les textes réglementaires spécifiques, à compter du 2 de chaque mois, l'intégration dans Agorha des proposables étant effectuée par la DGGN/DPMGN/BPSOJV/SAGV le 1^{er} jour de chaque mois.

Chaque échelon hiérarchique procède au fusionnement des proposables, selon la périodicité fixée par le commandant de la formation administrative.

11.1.3.2. Commission d'avancement et arrêt du tableau d'avancement

Prévue par l'article L. 4136-3 du code de la défense, la commission d'avancement est composée des membres désignés à l'annexe VIII de l'arrêté de 9^e référence. Le commandant de formation administrative la réunit au moins trois fois par an.

À l'issue de chaque commission, dont un procès-verbal est établi (annexe LIII), un tableau d'avancement est arrêté (annexe LIV). Les promotions sont prononcées le 1^{er} de chaque mois.

11.2. Avancement à titre exceptionnel

Les volontaires peuvent bénéficier d'un avancement à titre exceptionnel (ATE) dans les cas définis par le décret en 8^e référence.

Les dossiers d'ATE sont lancés par les formations administratives et transmis à la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV/SAGV.

Une commission nationale d'avancement à titre exceptionnel est constituée, conformément aux dispositions de l'arrêté en 9^e référence.

L'avancement de grade est prononcé par le commandant de formation administrative, à l'exception de la nomination au grade d'AGIV, prononcée par le sous-directeur de la gestion du personnel.

La présente instruction, qui abroge l'instruction n° 22000/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOGV du 20 mars 2017 (NOR : INTJ1707886J), sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 avril 2018.

Pour le ministre d'État, ministre de l'intérieur,
et par délégation :
*Le général de division, adjoint au directeur
des personnels militaires de la gendarmerie nationale,*
E.-P. MOLOWA

ANNEXE I

- 1/2 -

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
GENDARMERIE NATIONALE
ATTACHE

NUMÉRO D'ORDRE : /20..

CONTRAT DE VOLONTARIAT DANS LA GENDARMERIE

SOUSCRIT EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DU DÉCRET N° 2008-955 MODIFIÉ DU 12 SEPTEMBRE 2008

LE (date en toutes lettres)
S'EST PRÉSENTÉ(E) DEVANT NOUS (nom et grade du militaire ayant reçu délégation de pouvoirs)

DATE DE PRISE D'EFFET : (si différente de la date de signature)

NOM	PRÉNOMS	ÉPOUSE (le cas échéant)
NÉ(E) LE	À	N° département
SITUATION DE FAMILLE		
DOMICILIÉ(E) À		

N° IDENTIFIANT DÉFENSE.	N° INSEE.
BUREAU (CENTRE) DU SERVICE NATIONAL.	

1 QUI NOUS DÉCLARE VOULOIR SOUSCRIRE EN TOUTE CONNAISSANCE DE CAUSE UN CONTRAT DE VOLONTARIAT POUR SERVIR DANS LA GENDARMERIE NATIONALE EN QUALITÉ DE VOLONTAIRE DANS LES ARMÉES EN SERVICE AU SEIN DE LA GENDARMERIE NATIONALE PENDANT 24 MOIS À COMPTER DU :

APRÈS AVOIR CONSTATÉ QU'IL (ELLE) SATISFAIT AUX CONDITIONS REQUISES, NOUS LUI AVONS DONNÉ LECTURE :

- DES ARTICLES L. 4132-1, L. 4132-6, L. 4132-11 ET L. 4139-13 À L. 4139-15 DU CODE DE LA DÉFENSE.
- DES ARTICLES DE 1 À 16 DU DÉCRET N° 2008-955 MODIFIÉ DU 12 SEPTEMBRE 2008 RELATIF AUX VOLONTARIATS MILITAIRES.

NOUS LUI AVONS PRÉCISÉ QUE SES SERVICES DANS LA GENDARMERIE PRENDRONT EFFET À LA DATE DE PRISE D'EFFET DU PRÉSENT CONTRAT ET QUE, PENDANT LA DURÉE DU CONTRAT, IL (ELLE) PEUT ÊTRE MUTÉ(E), DANS L'INTÉRÊT DU SERVICE. IL (ELLE) PEUT ÊTRE APPELÉ(E) À SERVIR EN TOUT TEMPS ET EN TOUT LIEU.

NOUS L'AVONS EN OUTRE INFORMÉ(E) QUE CE CONTRAT :

2 NE SERA RENDU DÉFINITIF QU'À L'ISSUE D'UNE PÉRIODE PROBATOIRE DE 6 MOIS, RENOUELABLE UNE FOIS, POUR RAISON DE SANTÉ OU INSUFFISANCE DE FORMATION, ET COMMENÇANT À LA DATE DE SIGNATURE OU LE CAS ÉCHÉANT À LA DATE DE PRISE D'EFFET.

POURRA ÊTRE ANNULÉ À TOUT MOMENT PAR LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR - DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE S'IL EST CONSTATÉ QUE LE (LA) VOLONTAIRE :

- A COMMIS UNE FRAUDE CONCERNANT, NOTAMMENT, LES CONDITIONS PRÉVUES À L'ARTICLE L. 4132-1 DU CODE DE LA DÉFENSE ET AUX ARTICLES 3 ET 4 DU DÉCRET 2008-955 DU 12 SEPTEMBRE 2008 (NOR : DEFH0801272D).

3 POURRA ÊTRE DÉNONCÉ PENDANT LA PÉRIODE PROBATOIRE UNILATÉRALEMENT PAR CHACUNE DES PARTIES.

4 POURRA ÊTRE RÉSILIÉ PAR LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR - DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE :

- 1° - DE PLEIN DROIT EN CAS DE :
 - PERTE DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE ;
 - CONDAMNATION À UNE PEINE CRIMINELLE OU À LA PERTE DU GRADE DANS LES CONDITIONS PRÉVUES AUX ARTICLES L. 311-2, L. 311-3 ET L. 311-6 À L. 311-8 DU CODE DE JUSTICE MILITAIRE.
- 2° - D'OFFICE OU A LA DEMANDE ÉCRITE DE L'INTÉRESSÉ(E) CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 16 DU DÉCRET N° 2008-955 MODIFIÉ DU 12 SEPTEMBRE 2008.

5 POURRA, À SON TERME, ÊTRE RENOUELÉ UNE FOIS PAR L'ORGANISME D'ADMINISTRATION ET DE GESTION SANS DÉPASSER LA DURÉE TOTALE DU VOLONTARIAT DANS LES ARMÉES, SOIT CINQ ANS.

- LA DEMANDE ÉCRITE EST ÉTABLIE PAR LE (LA) VOLONTAIRE AU MOINS TROIS MOIS AVANT LE TERME ET SOUMISE À L'AUTORITÉ MILITAIRE.

6 SERA PROROGÉ SI NÉCESSAIRE PAR LA FORMATION ADMINISTRATIVE A LA DEMANDE ÉCRITE ÉTABLIE PAR LE (LA) VOLONTAIRE ET SOUMISE À L'AUTORITÉ MILITAIRE EN CAS DE CONGÉS PRÉVUS AUX ARTICLES L. 4138-2 ET L. 4138-11 DU CODE DE LA DÉFENSE.

7 POURRA ÊTRE SUBSTITUÉ DE PLEIN DROIT EN CAS DE SOUSCRIPTION D'UN ENGAGEMENT EN APPLICATION DES ARTICLES L. 4132-8 À L. 4132-10 DU CODE DE LA DÉFENSE.

NOUS L'AVONS EN OUTRE INFORMÉ(E) QU'IL (ELLE) POURRA, TROIS MOIS AVANT LE TERME DE SON CONTRAT RENOUELÉ, SOLLICITER SON MAINTIEN EN SERVICE AU DELÀ DE LA LIMITE DE DURÉE DES SERVICES, POUR UNE PÉRIODE D'UNE ANNÉE.

- 2/2 -

APRÈS QUOI NOUS AVONS REÇU L'APPROBATION DU (DE LA) CANDIDAT(E), LEQUEL (LAQUELLE) A PROMIS DE SERVIR AVEC HONNEUR ET FIDÉLITÉ PENDANT LA DURÉE DU PRÉSENT CONTRAT.

APRÈS AVOIR EU LECTURE DU PRÉSENT ACTE, A SIGNÉ AVEC NOUS DATE :	
<i>Le (la) volontaire</i>	<i>L'autorité ayant reçu délégation de pouvoirs</i>

CONTRAT DÉNONCÉ PAR DÉCISION DU RAYÉ(E) DES CONTRÔLES LE	NUMÉRO	EN DATE DU	NOTIFIÉE LE
--	--------	------------	-------------

CONTRAT DÉNONCÉ PAR LE (LA) VOLONTAIRE PAR DÉCLARATION DU RAYÉ(E) DES CONTRÔLES LE
--

CONTRAT ANNULÉ PAR DÉCISION DU	NUMÉRO	EN DATE DU	NOTIFIÉE LE
-----------------------------------	--------	------------	-------------

CONTRAT RÉSILIÉ PAR DÉCISION DU RAYÉ(E) DES CONTRÔLES LE	NUMÉRO	EN DATE DU	NOTIFIÉE LE
--	--------	------------	-------------

CONTRAT RENOUVELÉ PAR DÉCISION DU	NUMÉRO	EN DATE DU	NOTIFIÉE LE
--------------------------------------	--------	------------	-------------

CONTRAT PROROGÉ PAR DÉCISION DU	NUMÉRO	EN DATE DU	NOTIFIÉE LE
------------------------------------	--------	------------	-------------

VOLONTAIRE MAINTENU EN SERVICE AU-DELA DE LA LIMITE DE DUREE DES SERVICES POUR UNE PERIODE D'UNE ANNEE			
PAR DÉCISION DU	NUMÉRO	EN DATE DU	NOTIFIÉE LE

ANNEXE II

**NOTE EXPLICATIVE RELATIVE À LA SIGNATURE
DU CONTRAT DE VOLONTARIAT SOUSCRIT EN APPLICATION
DU DÉCRET N° 2008-955 DU 12 SEPTEMBRE 2008 MODIFIÉ**

Après vérification des renseignements d'identités civile et militaire figurant au dossier de candidature et après lecture des articles du code de la défense et du décret énumérés sur l'acte de volontariat, il est procédé à la signature du contrat, dont :

- un exemplaire est remis au (*à la*) volontaire ;
- un exemplaire est remis au (*à la*) volontaire résidant outre-mer et qui rejoint une école de gendarmerie. Cet exemplaire sera remis à la compagnie d'instruction par le militaire ;
- un est inséré dans le dossier 1^{re} partie du (*de la*) volontaire ;
- un est adressé au bureau ou centre du service national dont dépend le (*la*) volontaire (après que le COMGEND s'est assuré que le (*la*) volontaire a rejoint l'école de gendarmerie) ;
- un est adressé au commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale – Centre expert ressources humaines.

Dans le cas où le (*la*) volontaire résidant outre-mer n'a pas rejoint l'école de formation, le COMGEND reçoit la déclaration de dénonciation du contrat de l'intéressé(e). Il convient alors d'archiver un exemplaire du contrat de volontariat et d'adresser la dénonciation de contrat à la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV/SAGV et au commandant de l'école de gendarmerie que le (*la*) volontaire devait rejoindre.

ANNEXE III

- 1/2 -

Attache de la formation administrative

Le (date)

N° (numéro + timbre)

Décision portant rattachement à un stage de formation pour complément de formation

Le commandant des écoles de la gendarmerie nationale/Le commandant de l'école/

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le décret n° 2008-955 modifié du 12 septembre 2008 relatif aux volontariats militaires et notamment son article 8 ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu le rapport n° (numéro + timbre) du (date), du commandant de l'école ;

Vu l'avis médical ,

Attendu que (droit en vigueur applicable au cas d'espèce) ;

Considérant que (raisons),

DÉCIDE :

Article 1^{er} - L'élève gendarme adjoint(e) volontaire :

NIGEND :

né(e) le : à :

stage n° :

incorporé(e) le : à :

dont la fin de période probatoire se termine le :

sera soumis(e) à un complément de formation avec le stage n° de l'école de gendarmerie de (école) le (date).

Article 2 - La période probatoire sera en conséquence renouvelée pour une période de six mois et prendra fin le (date).

Article 3 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 4 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre. La présente décision sera insérée au dossier individuel du (de la) militaire.

Signature

- 2/2 -

DESTINATAIRES :

- Direction générale de la gendarmerie nationale
- Direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale
 - Sous-direction de la gestion du personnel
 - . Bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et volontaire (section affaires générales et volontaires)
- Commandant l'école de gendarmerie de/Commandant de la gendarmerie de,
à (*lieu*)
- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,
. Centre expert ressources humaines,
à LE BLANC.
- Dossier 1^{re} partie du (*de la*) volontaire.
- Intéressé(e).

ANNEXE IV

Attache de la formation administrative

Le (date)

N° (numéro + timbre)

Décision portant renouvellement de la période probatoire

Le commandant (*de formation administrative*),

Vu le décret n° 2008-955 modifié du 12 septembre 2008 relatif aux volontariats militaires et notamment son article 8 ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ,

Attendu que (*droit en vigueur applicable au cas d'espèce*) ;

Considérant que (*raisons*),

DÉCIDE :

Article 1^{er} - La période probatoire du contrat de volontariat souscrit à (*école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie*) le (*date de signature du contrat ou de prise d'effet le cas échéant*) par (*NOM, prénoms et NIGEND du (de la) gendarme adjoint(e) volontaire*), **est renouvelée pour une durée de six mois.**

Article 2 - La période probatoire prendra en conséquence fin le (*date*).

Article 3 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 4 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre.

La présente décision sera insérée au dossier individuel du (*de la*) militaire.

Signature

DESTINATAIRES :

- Direction générale de la gendarmerie nationale
- Direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale
 - Sous-direction de la gestion du personnel
 - . Bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et volontaire (section affaires générales et volontaires)
- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,
 - . Centre expert ressources humaines,
 - à LE BLANC.
- Dossier 1^{re} partie du (*de la*) volontaire.
- Intéressé(e).

ANNEXE VI bis

Attache de la formation administrative

Le (date)

N° (numéro + timbre)

**Décision portant agrément d'une demande de maintien en service
au-delà de la limite de durée des services pour une période d'une année**

Le commandant (*de formation administrative*),

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-955 modifié du 12 septembre 2008 relatif aux volontariats militaires et notamment son article 9 ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la demande formulée par (*NOM, prénoms et NIGEND du (de la) gendarme adjoint(e) volontaire*) le (date) ;

Vu le certificat médico-administratif d'aptitude du (date),

DÉCIDE :

Article 1^{er} - La demande de maintien en service au-delà de la limite de durée des services pour une période d'une année, formulée par (*NOM, prénoms, né(e) le (date) à (lieu), (NIGEND et identifiant défense)*), affecté(e) à (*unité d'affectation*), **est agréée.**

Article 2 - Le contrat de volontariat n° (*.../20..*) souscrit à (*école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie*) le (*date de signature du contrat*) arrivera à échéance le (*date*).

Article 3 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 4 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre.

La présente décision sera insérée au dossier individuel du (*de la*) militaire.

Signature

DESTINATAIRES :

- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,
 . Centre expert ressources humaines,
 à LE BLANC.
- Dossier 1^{re} partie du (*de la*) volontaire.
- *Intéressé(e)*.

ANNEXE VII

- 1/2 -

Attache de la formation administrative

Le (date)

N° (numéro + timbre)

Décision portant rejet d'une demande de renouvellement d'un contrat de volontariat

Le commandant (*de formation administrative*),

Vu le code de la défense ;

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu l'article 42 II de la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 ;

Vu le décret n° 2008-955 modifié du 12 septembre 2008 relatif aux volontariats militaires, notamment son article 9 ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu l'instruction n° 1800/DEF/DCSSA/AST/AME du 1^{er} février 2004 relative à la visite de radiation des contrôles ou de cessation temporaire d'activité ;

Vu la demande formulée par (*NOM, prénoms et NIGEND du (de la) gendarme adjoint(e) volontaire*) le (date) ;

Attendu que (*droit en vigueur applicable au cas d'espèce*) ;

Considérant que,

DÉCIDE :

Article 1^{er} - La demande de renouvellement du contrat de volontariat souscrit n° (.../20..) à (*école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie*) le (*date de signature du contrat*), formulée par (*NOM, prénoms, né(e) le (date) à (lieu), (Numéro de sécurité sociale), (NIGEND et identifiant défense)*) affecté(e) à (*unité d'affectation*), **n'est pas agréée.**

Article 2 - Le contrat en cours arrivera en conséquence à son terme le (*date*) et l'intéressé(e) sera rayé(e) des contrôles le (*date*).

Article 3 - L'intéressé(e) peut faire valoir ses droits à une pension de retraite, conformément aux dispositions fixées par le code des pensions civiles et militaires de retraite susvisé et l'article 42 de la loi susvisée applicable aux militaires dont le premier engagement a été conclu à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 4 - L'intéressé(e) sera soumis à une visite médicale de libération dans le mois qui précède sa radiation des contrôles et ce conformément à l'instruction susvisée.

Article 5 - La radiation des contrôles entraîne l'obligation de disponibilité pour servir dans la réserve opérationnelle, au sein de la région de gendarmerie ou du groupement de gendarmerie ayant le statut de formation administrative de son adresse de repli, dans la limite de cinq ans à compter de la fin de lien au service.

Article 6 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 7 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre.

La présente décision sera insérée au dossier individuel du (*de la*) militaire.

Signature

- 2/2 -

DESTINATAIRES :

- Bureau (*ou centre*) du service national à (*lieu*).
- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,
 - . Centre expert ressources humaines,
à LE BLANC.
- Dossier 1^{re} partie du (*de la*) volontaire.
- Intéressé(e).

ANNEXE VII *bis*

- 1/2 -

Attache de la formation administrative

Le (date)

N° (numéro + timbre)

**Décision portant rejet d'une demande de maintien en service
au-delà de la limite de durée des services pour une période d'une année**

Le commandant (*de formation administrative*),

Vu le code de la défense ;

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu l'article 42 II de la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 ;

Vu le décret n° 2008-955 modifié du 12 septembre 2008 relatif aux volontariats militaires, notamment son article 9 ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu l'instruction n° 1800/DEF/DCSSA/AST/AME du 1^{er} février 2004 relative à la visite de radiation des contrôles ou de cessation temporaire d'activité ;

Vu la demande formulée par (*NOM, prénoms et NIGEND du (de la) gendarme adjoint(e) volontaire*) le (date) ;

Attendu que (*droit en vigueur applicable au cas d'espèce*) ;

Considérant que,

DÉCIDE :

Article 1^{er} - La demande de maintien en service au-delà de la limite de durée des services, formulée par (*NOM, prénoms, né(e) le (date) à (lieu), (Numéro de sécurité sociale), (NIGEND et identifiant défense)*) affecté(e) à (*unité d'affectation*), **n'est pas agréée**.

Article 2 - Le contrat de volontariat souscrit n° (*.../20..*) à (*école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie*) le (*date de signature du contrat*) arrivera en conséquence à son terme le (*date*) et l'intéressé(e) sera rayé(e) des contrôles le (*date*).

Article 3 - L'intéressé(e) peut faire valoir ses droits à une pension de retraite, conformément aux dispositions fixées par le code des pensions civiles et militaires de retraite susvisé et l'article 42 de la loi susvisée applicable aux militaires dont le premier engagement a été conclu à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 4 - L'intéressé(e) sera soumis à une visite médicale de libération dans le mois qui précède sa radiation des contrôles et ce conformément à l'instruction susvisée.

Article 5 - La radiation des contrôles entraîne l'obligation de disponibilité pour servir dans la réserve opérationnelle, au sein de la région de gendarmerie ou du groupement de gendarmerie ayant le statut de formation administrative de son adresse de repli, dans la limite de cinq ans à compter de la fin de lien au service.

Article 6 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 7 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre.

La présente décision sera insérée au dossier individuel du (*de la*) militaire.

Signature

- 2/2 -

DESTINATAIRES :

- Bureau (*ou centre*) du service national à (*lieu*).
- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,
 . Centre expert ressources humaines,
 à LE BLANC.
- Dossier 1^{re} partie du (*de la*) volontaire.
- *Intéressé(e)*.

ANNEXE VIII

- 1/2 -

Attache de la formation administrative

Le (date)

N° (numéro + timbre)

Arrêté constatant la fin d'un contrat de volontariat

Le commandant (de formation administrative),

Vu le code de la défense ;

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu l'article 42 II de la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 ;

Vu le décret n° 2008-955 modifié du 12 septembre 2008 relatif aux volontariats militaires ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu l'instruction n° 1800/DEF/DCSSA/AST/AME du 1^{er} février 2004 relative à la visite de radiation des contrôles ou de cessation temporaire d'activité ;

Vu l'acte de volontariat dans la gendarmerie nationale n° (.../20..) souscrit à (école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie) le (date) ;

Attendu que (droit en vigueur applicable au cas d'espèce) ;

Considérant que l'intéressé(e) n'a pas demandé le renouvellement de son contrat de volontariat expirant le (date),

ARRÊTE :

Article 1^{er} - Le (La) (grade NOM prénoms), né(e) le (date) à (lieu), (Numéro de sécurité sociale), (NIGEND et identifiant défense), affecté(e) à (unité d'affectation), sera rayé(e) des contrôles le (date).

Article 2 - L'intéressé(e) peut faire valoir ses droits à une pension de retraite, conformément aux dispositions fixées par le code des pensions civiles et militaires de retraite susvisé et l'article 42 de la loi susvisée applicable aux militaires dont le premier engagement a été conclu à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 3 - L'intéressé(e) sera soumis à une visite médicale de libération dans le mois qui précède sa radiation des contrôles et ce conformément à l'instruction susvisée.

Article 4 - La radiation des contrôles entraîne l'obligation de disponibilité pour servir dans la réserve opérationnelle, au sein de la région de gendarmerie ou du groupement de gendarmerie ayant statut de formation administrative de son adresse de repli, dans la limite de cinq ans à compter de la fin de lien au service.

Article 5 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 6 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre.

La présente décision sera insérée au dossier individuel du (de la) militaire.

Signature

- 2/2 -

DESTINATAIRES :

- Bureau (*ou centre*) du service national à (*lieu*).
- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,
 . Centre expert ressources humaines,
 à LE BLANC.
- Dossier 1^{re} partie du (*de la*) volontaire.
- Intéressé(e).

ANNEXE X

- 1/2 -

Attache de la formation administrative

Le (date)

N° (numéro + timbre)

Arrêté portant cessation de l'état de volontaire dans les armées en service au sein de la gendarmerie nationale

Le commandant (*de formation administrative*),

Vu le code de la défense ;

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu l'article 42 II de la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 ;

Vu le décret n° 2008-955 modifié du 12 septembre 2008 relatif aux volontariats militaires ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu l'instruction n° 1800/DEF/DCSSA/AST/AME du 1^{er} février 2004 relative à la visite de radiation des contrôles ou de cessation temporaire d'activité ;

Vu l'acte de volontariat dans la gendarmerie nationale n° (.../20..) souscrit à (*école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie*) le (date) ;

Attendu que (*droit en vigueur applicable au cas d'espèce*) ;

Considérant que le contrat de volontariat de l'intéressé(e) expire le (date),

ARRÊTE :

Article 1^{er} - Le (*La*) (*grade NOM prénoms*), né(e) le (date) à (lieu), (*Numéro de sécurité sociale*), (*NIGEND et identifiant défense*), affecté(e) à (*unité d'affectation*), sera rayé(e) des contrôles le (date).

Article 2 - L'intéressé(e) peut faire valoir ses droits à une pension de retraite, conformément aux dispositions fixées par le code des pensions civiles et militaires de retraite susvisé et l'article 42 de la loi susvisée applicable aux militaires dont le premier engagement a été conclu à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 3 - L'intéressé(e) sera soumis à une visite médicale de libération dans le mois qui précède sa radiation des contrôles et ce conformément à l'instruction susvisée.

Article 4 - La radiation des contrôles entraîne l'obligation de disponibilité pour servir dans la réserve opérationnelle, au sein de la région de gendarmerie ou du groupement de gendarmerie ayant le statut de formation administrative de son adresse de repli, dans la limite de cinq ans à compter de la fin de lien au service.

Article 5 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 6 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre.

La présente décision sera insérée au dossier individuel du (*de la*) militaire.

Signature

- 2/2 -

DESTINATAIRES :

- Bureau (*ou centre*) du service national à (*lieu*).
- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,
 - . Centre expert ressources humaines,
à LE BLANC.
- Dossier 1^{re} partie du (*de la*) volontaire.
- Intéressé(e).

ANNEXE XII

- 1/3 -

Attache du commandement des écoles de la gendarmerie nationale
(ou de la formation administrative)

Le (date)

N° (numéro + timbre)

Le commandant de la formation administrative

au

(grade, prénom, nom, affectation)
(voie hiérarchique)

OBJET : Communication du dossier du personnel.

RÉFÉRENCES : - Loi du 22 avril 1905, article 65 ;
- Instruction n° 21500/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOGV du
31 mai 2016 ;
- Circulaire n° 10673/DEF/DFAJ/AA/2 modifiée du
22 juillet 1985 ;
- NE n° 22500/DEF/GEND/P du 09 août 1990.

PIÈCE JOINTE : - Récépissé.

Je vous informe que vous êtes susceptible de faire prochainement l'objet d'un(e) *non renouvellement/ non agrément de maintien en service au-delà de la limite de durée des services pour une période d'une année/résiliation/dénonciation* de votre contrat de volontariat pour *insuffisance de formation / inadaptation à la vie militaire*. . . .

À ce titre et conformément à la réglementation en vigueur, vous pourrez prendre communication de votre dossier individuel à compter du (date), à (lieu), auprès de votre commandant de compagnie (ou autorité assimilée).

Par ailleurs, pour prendre connaissance de votre livret médical, il vous revient de prendre rendez-vous auprès de votre centre médical de rattachement.

Vous avez également la possibilité de me faire part, par écrit, de vos éventuelles observations s'agissant du *non renouvellement/de la résiliation/de la dénonciation* de votre contrat de volontariat avant la date du (date) à compter de laquelle je suis susceptible de prendre une décision mettant un terme à votre contrat.

Dans ce cadre, vous voudrez bien retourner à votre commandant de compagnie (ou autorité assimilée) le récépissé joint, dûment complété et signé, avant le

Signature

- 2/3 -

Je soussigné(e), (*grade, prénom, nom*), affecté(e) à (*unité*), déclare avoir pris connaissance ce jour de la lettre n° du m'informant que je suis susceptible de faire prochainement l'objet d'un(e) *non renouvellement/non agrément d'une demande maintien en service au-delà de la limite de durée des services pour une période d'une année résiliation/dénonciation de mon contrat.*

À ce titre, je souhaite :

- prendre connaissance de mon dossier individuel : OUI - NON ⁽¹⁾

- prendre connaissance de mon dossier médical : OUI - NON ⁽¹⁾

Fait à le

Signature

ANNEXE XIII

- 1/2 -

Attache du commandement des écoles de la gendarmerie nationale
(ou de la formation administrative)

Le (date)

N° (numéro + timbre)

Décision portant dénonciation d'un contrat de volontariat

Le commandant de (formation administrative ou école de formation),

Vu le code de la défense ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 2008-955 modifié du 12 septembre 2008 relatif aux volontariats militaires, notamment son article 8 ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu l'instruction n° 1800/DEF/DCSSA/AST/AME du 1^{er} février 2004 relative à la visite de radiation des contrôles ou de cessation temporaire d'activité ;

Vu le rapport n° (numéro + timbre) du (date), du commandant de l'école de ;

Attendu que (droit applicable au cas d'espèce) ;

Considérant que (motivation circonstanciée au cas de l'espèce propre à la situation du (de la) militaire concerné(e)),

DÉCIDE :

Article 1^{er} - Le contrat de volontariat souscrit à (école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie) le (date) par (NOM, prénoms), né(e) le (date) à (lieu), (NIGEND, identifiant défense) stage n° (formation en école) pour servir en qualité de volontaire dans les armées en service au sein de la gendarmerie nationale, **est dénoncé**.

Article 2 - La dénonciation du contrat prend effet le lendemain de sa notification.

Article 3 - L'intéressé(e) sera soumis à une visite médicale de libération dans le mois qui précède sa radiation des contrôles et ce conformément à l'instruction susvisée.

Article 4 - La radiation des contrôles entraîne l'obligation de disponibilité pour servir dans la réserve opérationnelle, au sein de la région de gendarmerie ou du groupement de gendarmerie ayant le statut de formation administrative de son adresse de repli, dans la limite de cinq ans à compter de la fin de lien au service.

Article 5 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 6 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre. La présente décision sera insérée au dossier individuel du (de la) militaire.

Signature

- 2/2 -

DESTINATAIRES :

- Direction générale de la gendarmerie nationale
- Direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale
 - Sous-direction de la gestion du personnel
 - . Bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et volontaire (section affaires générales et volontaires)
- Bureau (*ou centre*) du service national à (*lieu*).
- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,
 - . Centre expert ressources humaines,
 - à LE BLANC.
- Dossier 1^{re} partie du (*de la*) volontaire.
- Intéressé(e).

ANNEXE XIV

Attache du commandement des écoles de la gendarmerie nationale Le (date)
(ou de la formation administrative)

N° (numéro + timbre)

Décision portant dénonciation d'un contrat de volontariat pour inaptitude préexistante à la signature du contrat

Le commandant de (formation administrative ou école de formation),

Vu le décret n° 2008-955 modifié du 12 septembre 2008 relatif aux volontariats militaires, notamment son article 8 ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu le certificat médico-administratif d'aptitude établi le par le médecin responsable de l'antenne médicale de ;

Attendu que (droit applicable au cas d'espèce) ;

Considérant l'inaptitude physique à servir de l'intéressé(e),

DÉCIDE :

Article 1^{er} - Le contrat de volontariat souscrit à (école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie) le (date) par (NOM, prénoms), né(e) le (date) à (lieu), (NIGEND, identifiant défense) n° (stage de formation en école) pour servir en qualité de volontaire dans les armées en service au sein de la gendarmerie nationale, **est dénoncé**.

Article 2 - La dénonciation du contrat prend effet le lendemain de sa notification.

Article 3 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 4 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre. La présente décision sera insérée au dossier individuel du (de la) militaire.

Signature

DESTINATAIRES :

- Direction générale de la gendarmerie nationale
- Direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale
 - Sous-direction de la gestion du personnel
 - . Bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et volontaire (section affaires générales et volontaires)
- Bureau (ou centre) du service national à (lieu).
- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,
 - . Centre expert ressources humaines,
 - à LE BLANC.
- Dossier 1^{re} partie du (de la) volontaire.
- Intéressé(e).

ANNEXE XVI

- 1/2 -

Attache de la formation administrative

Le *(date)*

N° *(numéro + timbre)*

Arrêté portant agrément d'une demande de résiliation d'un contrat de volontariat

Le commandant de *(formation administrative ou école de gendarmerie)*,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4139-13 et R. 4139-46 ;

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu l'article 42 II de la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 ;

Vu le décret n° 2008-955 modifié du 12 septembre 2008 relatif aux volontariats militaires, notamment son article 16 ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu l'instruction n° 1800/DEF/DCSSA/AST/AME du 1^{er} février 2004 relative à la visite de radiation des contrôles ou de cessation temporaire d'activité ;

Vu la demande formulée par le *(la)* *(grade, NOM, prénoms)* en date du ;

Vu le(s) motif(s) avancé(s),

ARRÊTE :

Article 1^{er} - La demande de résiliation du contrat de volontariat souscrit à *(école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie)* le *(date de signature du contrat)* par *(NOM, prénoms)* né(e) le *(date)* à *(lieu)*, *(Numéro de sécurité sociale)*, *(NIGEND, identifiant défense)* pour servir en qualité de volontaire dans les armées en service au sein de la gendarmerie nationale, **est agréée**.

Article 2 - Le *(La)* *(grade NOM prénom, du (de la) volontaire)* sera rayé(e) des contrôles à la date sollicitée sur la demande, soit le *(date)*.

Article 3 - L'intéressé(e) peut faire valoir ses droits à une pension de retraite, conformément aux dispositions fixées par le code des pensions civiles et militaires de retraite susvisé et l'article 42 de la loi susvisée applicable aux militaires dont le premier engagement a été conclu à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 4 - L'intéressé(e) sera soumis à une visite médicale de libération dans le mois qui précède sa radiation des contrôles et ce conformément à l'instruction susvisée.

Article 5 - La radiation des contrôles entraîne l'obligation de disponibilité pour servir dans la réserve opérationnelle, au sein de la région de gendarmerie ou du groupement de gendarmerie ayant le statut de formation administrative de son adresse de repli, dans la limite de cinq ans à compter de la fin de lien au service.

Article 6 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 7 - Cet arrêté sera notifié à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre. Le présent arrêté sera inséré au dossier individuel du *(de la)* militaire.

Signature

- 2/2 -

DESTINATAIRES :

- Formation administrative où le contrat initial a été signé (école ou COMGEND)
- Bureau (*ou centre*) du service national à (*lieu*).
- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,
 . Centre expert ressources humaines,
 à LE BLANC.
- Dossier 1^{re} partie du (*de la*) volontaire.
- Intéressé(e).

ANNEXE XVII

Attache de la formation administrative

Le *(date)*

N° *(numéro + timbre)*

Décision portant rejet d'une demande de résiliation d'un contrat de volontariat

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4139-13 et R. 4139-46 ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 2008-955 modifié du 12 septembre 2008 relatif aux volontariats militaires, notamment son article 16 ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la demande formulée par le *(la) (grade, NOM, prénom)* en date du ;

Attendu que *(droit applicable au cas d'espèce)* ;

Considérant *(motivation circonstanciée au cas de l'espèce propre à la situation du militaire concerné)*,

DÉCIDE :

Article 1^{er} - La demande de résiliation du contrat de volontariat souscrit à *(école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie)* le *(date de signature du contrat)* par *(NOM prénoms)*, *(NIGEND, identifiant défense)* pour servir en qualité de volontaire dans les armées en service au sein de la gendarmerie nationale, **n'est pas agréée**.

Article 2 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 3 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre.

La présente décision sera insérée au dossier individuel du *(de la)* militaire.

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

DESTINATAIRES :

- Dossier 1^{re} partie du *(de la)* volontaire.
- Intéressé(e).

ANNEXE XVIII

- 1/2 -

Attache de la formation administrative

Le (date)

N° (numéro + timbre)

Arrêté portant cessation de l'état de militaire pour réforme définitive

Le commandant (*de formation administrative*),

Vu le code de la défense, notamment les articles L. 4339-14 et R. 4139-53 à R. 4139-61 ;

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu l'article 42 II de la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 ;

Vu le décret n° 2008-955 modifié du 12 septembre 2008 relatif aux volontariats militaires, notamment son article 16 ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu l'acte de volontariat dans la gendarmerie nationale n° (.../20..) souscrit à (*école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie*) le (date) ;

Vu la décision du (*autorité*) commandant (*formation administrative*) à (*lieu*) du (date) ;

Vu le procès-verbal de la commission de réforme des militaires siégeant à (*lieu*) le (date) ;

Vu le récépissé de notification de l'avis de la commission de réforme des militaires en date du (date) ;

Attendu que (*droit en vigueur applicable au cas d'espèce*) ;

Considérant que l'intéressé(e) ne présente pas l'aptitude physique nécessaire à l'exercice des fonctions de gendarme adjoint(e) volontaire,

ARRÊTE :

Article 1^{er} - Le contrat de volontariat souscrit à (*école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie*) le (date) par (*madame ou monsieur*), (*NOM, prénoms*) épouse (*NOM*), (*Numéro de sécurité sociale*), (*NIGEND, identifiant défense*) **est résilié**.

Article 2 - L'intéressé(e) sera rayé(e) des contrôles pour une mise en réforme définitive le (date).

Article 3 - L'intéressé(e) peut faire valoir ses droits à une pension de retraite, conformément aux dispositions fixées par le code des pensions civiles et militaires de retraite susvisé et l'article 42 de la loi susvisée applicable aux militaires dont le premier engagement a été conclu à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 4 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 5 - Cet arrêté sera notifié à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre. Le présent arrêté sera inséré au dossier individuel du (*de la*) militaire.

Signature

- 2/2 -

DESTINATAIRES :

- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,
 . Centre expert ressources humaines,
 à LE BLANC.
- Bureau (*ou centre*) du service national à (*lieu*).
- Dossier 1^{re} partie du (*de la*) volontaire.

ANNEXE XX

Attache de la formation administrative

Le *(date)*

N° *(numéro + timbre)*

OBJET : - État des groupements à mettre au choix du stage GAV APJA n°

RÉFÉRENCE : - Message n°GEND/DPMGN/SDGP/BPSOGV du *(date)* relatif à l'effectif prévisionnel GAV APJA à affecter.

NUMÉRO D'ORDRE DE PRIORITÉ DE MISE EN PLACE	GROUPEMENTS – RÉGIMENTS (GR) UNITES (GIE SPECIALISEES) ⁽¹⁾	HOMME OU FEMME	COMPÉTENCE PARTICULIÈRE (MONTAGNE, CAVALIER)

(1) Chaque groupement, régiment ou unité ne doit apparaître qu'une seule fois dans cette colonne.

ANNEXE XXI

FICHE DE VŒUX INDIVIDUELLE

(ne doivent figurer que les *desiderata* se rapportant au groupement choisi en fonction du rang de classement)

STAGE N°.....

NOM : Prénom : NIGEND :

Sexe : Situation de famille ⁽¹⁾ : Classement école : /

Commandement de gendarmerie d'outre-mer de Groupement de gendarmerie départementale de		Groupement de gendarmerie mobile de	
Compagnie :		Escadron :	
Compagnie :		Escadron :	
Compagnie :		Escadron :	
Compagnie :		Escadron :	
Compagnie :		Escadron :	

EMPLOI (tous les types d'unité doivent être classés par ordre de priorité ⁽²⁾)			
BT	PSIG	BMO	PA
CORG	BDRIJ	PGHM	PGM

(1) *Marié(e)* + nombre enfants – Célibataire + nombre enfants – PACS + nombre enfants – Divorcé(e) + nombre enfants.

(2) Seuls les GAV APJA dont l'aptitude à servir en unité classée "montagne" a été reconnue peuvent faire figurer dans leurs *desiderata* les PGHM et PGM.

ANNEXE XXII

**DÉCLARATION
RELATIVE À L'INDÉPENDANCE DANS L'EXÉCUTION DU SERVICE**

Je soussigné(e) (*grade, NOM et prénom*).....de (*formation administrative, unité élémentaire*)
.....déclare :

1. Ne posséder aucune relation compromettant ma liberté d'action dans l'exécution du service : ⁽¹⁾ —
..... —
2. Posséder, dans la circonscription des brigades territoriales mentionnées ci-dessous, des relations —
qui ne permettent pas d'exécuter mon service avec toute l'indépendance nécessaire : ⁽¹⁾ —

Nom Prénom	Lien de parenté éventuel	Age	Profession	Adresse	Brigade

3. Etre ou avoir été confronté(e), dans la circonscription des unités mentionnées ci-dessous, à une situation ou un fait qui ne me permet pas d'exécuter mon service avec toute l'indépendance nécessaire :

Date du fait	Nature du fait	Brigade

4. Ne plus posséder tout ou partie des relations répertoriées dans le cadre du paragraphe 2.

En conséquence, j'estime ne plus avoir de relations compromettant mon indépendance dans l'exécution du service dans la circonscription des brigades territoriales mentionnées ci-dessous :

Nom Prénom	Adresse	Élément nouveau (déménagement, décès, etc.)	Brigade

« Je suis informé(e) que toute omission volontaire ou fausse déclaration m'engage au regard des dispositions du code de la défense »

Fait à....., le.....
(signature du (de la) militaire)

5. Observations du commandant de formation administrative après contrôle du dossier de l'intéressé(e) :

Au regard de l'analyse du dossier de l'intéressé(e) (enquête initiale recrutement, dossier mariage...) et des éléments présentés supra, il apparaît que l'exercice du service est possible en tous lieux avec toute l'indépendance nécessaire :

OUI – NON ⁽¹⁾

Dans ce cas, la liberté d'action de l'intéressé(e) est susceptible d'être compromise dans le ressort de l'unité ou des unités suivantes :.....

(1) Rayer la mention inutile.

ANNEXE XXIII

DÉCLARATION
RELATIVE À L'INDÉPENDANCE DANS L'EXÉCUTION DU SERVICE

AFFECTATION A LA GARDE REPUBLICAINE OU
AU SEIN D'UNE UNITE DE GENDARMERIE SPECIALISEE

Je soussigné(e)

NOM : Prénom : NIGEND :

Sexe : Situation de famille : Classement école : /

Déclare :

- Avoir choisi l'unité suivante/régiment suivant, à l'issue de l'amphithéâtre de choix des postes du stage n° de l'école de gendarmerie de :

Unité choisie :

1. Ne posséder aucune relation compromettant ma liberté d'action dans l'exécution du service : ⁽¹⁾
2. Posséder une ou plusieurs relations susceptibles de compromettre ma liberté d'action dans l'exécution du service : ⁽¹⁾

Nom Prénom	Lien de parenté éventuel	Age	Profession	Adresse

- N'être ou ne pas avoir été confronté(e), sur mon futur lieu d'emploi, à une situation ou un fait qui ne me permet pas d'exécuter mon service avec toute l'indépendance nécessaire.

« Je suis informé(e) que toute omission volontaire ou fausse déclaration m'engage au regard des dispositions du code de la défense »

Fait à le

(signature du (de la) militaire)

DESTINATAIRE :

- Commandant du groupement de

(1) Cocher la case correspondante.

ANNEXE XXIV

GENDARMERIE NATIONALE
ÉCOLE DE GENDARMERIE DE.....

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES *DESIDERATA* ADRESSÉS

- À LA REGION DE GENDARMERIE DE
 AU GROUPEMENT DE GENDARMERIE AYANT LE STATUT DE FORMATION ADMINISTRATIVE DE
 AU COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE D'OUTRE-MER DE

Groupement ⁽¹⁾	Nom Prénom	Nigend	Sexe ⁽²⁾	Sit. Fam. ⁽³⁾	Class École	Souhaits du type d'unité ⁽⁴⁾					<i>Desiderata</i> en matière de compagnies (toutes les cases doivent obligatoirement être remplies, sous réserve que le groupement compte cinq compagnies) ⁽⁶⁾					Obs. ⁽⁷⁾	Code postal de la commune de domicile ⁽⁸⁾
						BT	PSIG ⁽⁵⁾	PA BMO	GPT GD CORG BDRUJ	PGHM PGM	1 ^{er} choix	2 ^o choix	3 ^o choix	4 ^e choix	5 ^e choix		

DATE D'AFFECTATION DU STAGE GAV APJA N° LE.....

(1) Groupement de gendarmerie départementale – mentionner le numéro du département.
(2) H/F.
(3) *Marié(e)* + nombre enfants – Célibataire + nombre enfants – PACS + nombre enfants – Divorcé(e) + nombre enfants.
(4) Par ordre de priorité de 1 à 5 lorsque tous les types d'unité existent.
(5) Disposer d'une adaptation cardio-vasculaire satisfaisante à l'effort et faire partie des groupes sportifs I ou II
(6) Par ordre d'implantation des compagnies.
(7) Aptitude montagne (M) ou cavalerie (C) - titulaire permis (B) ou (VL). Le cas échéant, Grade, Nom, lieu d'affectation d'un parent, militaire de l'Arme.
(8) Il s'agit du domicile civil de l'intéressé(e) et non pas de la commune d'affectation souhaitée.

ANNEXE XXVI

Attache de la formation administrative

Le (date)

N° (numéro + timbre)

BORDEREAU D'ENVOI

DÉSIGNATION DES PIÈCES	NOMBRE	OBSERVATIONS
<p>- Fiche de vœux (numéro) établie au titre de (formation administrative) par le (la) gendarme adjoint(e) volontaire (grade) :</p> <p style="text-align: center;">NOM, Prénom</p> <p>de la (formation administrative).</p> <p>DESTINATAIRE : - Commandant de la (formation administrative) à (LIEU).</p>	1	<p><u>RÉFÉRENCE</u> :</p> <p>- Code de la défense.</p> <p style="text-align: center;"><u>TRANSMIS EN RETOUR</u></p> <p>Le(s) souhait(s) exprimé(s) dans la fiche de vœux établie par l'intéressé(e) n'est (ne sont) pas accueilli(s).</p> <p>Un exemplaire du présent bordereau d'envoi, valant décision, sera remis à l'intéressé(e). Après notification dans les formes réglementaires, une copie sera insérée au dossier 1^{re} partie.</p>

ANNEXE XXVII

Attache de la formation administrative

À (lieu), le (date)

La (grade nom prénom)
affectée à (unité d'emploi)

au commandant de (formation administrative)

- OBJET** : Demande de congé de maternité.
RÉFÉRENCE : Code de la défense, articles L. 4138-4 et R. 4138-4.
P. JOINTE : Déclaration de grossesse établie le (date).

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir m'accorder un congé maternité de (nombre de semaines ou de jours) à compter du (date). A cet effet, je communique les renseignements suivants :

NIGEND :
Identifiant défense :
Adresse durant le congé :

La déclaration de maternité a été communiquée à vos services avant le terme du 4^e mois de grossesse. Toutefois, je joins une copie de cette déclaration et tout document susceptible de modifier la durée de mon droit à congé.

Signature

ANNEXE XXVIII

Attache de la formation administrative

Le (date)

N° (numéro + timbre)

Décision portant agrément d'une demande de congé de maternité

Le commandant de (formation administrative),

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-4 et R. 4138-4 ;

Vu l'acte de volontariat dans la gendarmerie nationale n°(..../20..) souscrit à (école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie) le (date) ;

Vu la déclaration de grossesse établie le (date) ;

Vu la demande de congé de maternité formulée par l'intéressée en date du (date),

DÉCIDE :

Article 1^{er} - Un congé de maternité, d'une durée de (nombre de semaines ou de jours) à compter du (date), **est accordé** à la gendarme adjointe volontaire (NOM, prénoms) épouse (NOM), (NIGEND, identifiant défense) affectée à (formation administrative).

Article 2 - L'intéressée est informée que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 3 - Cette décision sera notifiée à l'intéressée dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre. La présente décision sera insérée au dossier individuel de la militaire.

Signature

DESTINATAIRES :

- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale
 . Centre expert ressources humaines,
 à LE BLANC.
- Dossier 1^{re} partie de la volontaire.

ANNEXE XXIX

Attache de la formation administrative

À (lieu), le (date)

Le (La) (grade NOM prénom)
affecté(e) à (unité d'emploi)

au commandant de (formation administrative)

OBJET : Demande de congé de paternité ou d'accueil de l'enfant.

RÉFÉRENCE : Code de la défense, articles L. 4138-4 et R. 4138-5.

P. JOINTE : Déclaration de naissance (si l'enfant est né).

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir m'accorder un congé de paternité ou d'accueil de l'enfant de (nombre de semaines ou de jours) à compter du (date). A cet effet, je communique les renseignements suivants :

NIGEND :

Identifiant défense :

Adresse durant le congé :

Signature

ANNEXE XXX

Attache de la formation administrative

Le *(date)*

N° *(numéro + timbre)*

Décision portant agrément d'une demande de congé de paternité ou d'accueil de l'enfant

Le commandant de *(formation administrative)*,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-4 et R. 4138-5 ;

Vu l'acte de volontariat dans la gendarmerie nationale n°(.../20..) souscrit à *(école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie)* le *(date)* ;

Vu la déclaration de naissance de *NOM, prénom, né le (date) à (commune - département)* ;

Vu la demande de congé de paternité ou de l'accueil de l'enfant formulée par l'intéressé(e) en date du *(date)* ;

Attendu que *(droit en vigueur applicable au cas d'espèce)* ;

Considérant *(motifs qui amènent le commandement à accorder le congé à une période différente de celle sollicitée)*,

DÉCIDE :

Article 1^{er} - Un congé de paternité ou de l'accueil de l'enfant, d'une durée de *(nombre de semaines ou de jours)* à compter du *(date)*, **est accordé** au *(à la)* gendarme *adjoint(e)* volontaire *(NOM, prénoms) épouse (NOM), (NIGEND, identifiant défense)* affecté(e) à *(formation administrative)*.

Article 2 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 3 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre. La présente décision sera insérée au dossier individuel du *(de la)* militaire.

Signature

DESTINATAIRES :

- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale
 - . Centre expert ressources humaines,
 - à LE BLANC.
- Dossier 1^{re} partie du *(de la)* volontaire.

ANNEXE XXXI

Attache de la formation administrative

À *(lieu)*, le *(date)*

Le *(La)* *(grade NOM prénom)*
affecté(e) à *(unité d'emploi)*

au commandant de *(formation administrative)*

- OBJET** : Demande de congé d'adoption.
RÉFÉRENCE : Code de la défense, articles L. 4138-4 et R. 4138-6.
P. JOINTE : Attestation d'adoption.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir m'accorder un congé d'adoption de *(nombre de semaines ou de jours)*. A cet effet, je communique les renseignements suivants :

- NIGEND :
Identifiant défense :
Adresse durant le congé :

Signature

ANNEXE XXXII

Attache de la formation administrative

Le *(date)*

N° *(numéro + timbre)*

Décision portant agrément d'une demande de congé d'adoption

Le commandant de *(formation administrative)*,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-4 et R. 4138-6 ;

Vu l'acte de volontariat dans la gendarmerie nationale n°(.../20..) souscrit à *(formation administrative où le contrat initial a été signé école ou COMGEND)* le *(date)* ;

Vu l'attestation d'adoption de *NOM, prénom, né le (date) à (commune - département)* ;

Vu la demande de congé d'adoption formulée par l'intéressé(e) en date du *(date)* ;

Attendu que *(droit en vigueur applicable au cas d'espèce)* ;

Considérant *(motifs qui amènent le commandement à accorder le congé à une période différente de celle sollicitée)*,

DÉCIDE :

Article 1^{er} - Un congé d'adoption, d'une durée de *(nombre de semaines ou de jours)* à compter du *(date)*, **est accordé** au *(à la)* gendarme *adjoint(e)* volontaire *(NOM, prénoms) épouse (NOM), (NIGEND, identifiant défense)* affecté(e) à *(formation administrative)*.

Article 2 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 3 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre. La présente décision sera insérée au dossier individuel du *(de la)* militaire.

Signature

DESTINATAIRES :

- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale
 - . Centre expert ressources humaines,
 - à LE BLANC.
- Dossier 1^{re} partie du *(de la)* volontaire.

ANNEXE XXXIII

Attache de la formation administrative

À (lieu), le (date)

Le (La) (grade, NOM, prénom)
affecté(e) à (unité d'emploi)

au commandant de (formation administrative)

OBJET : Demande d'attribution d'un congé de présence parentale.

RÉFÉRENCE : Code de la défense, articles L. 4138-7 et R. 4138-7 à R. 4138-15.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir m'accorder une période de congé de présence parentale à compter du (date) jusqu'au (date). À cet effet, je communique les renseignements suivants :

NIGEND :

Identifiant défense :

Situation de famille :

Nom du second parent :

Adresse durant le congé :

Prénom et nom de l'enfant :

Date de naissance de l'enfant :

Je reconnais avoir pris connaissance des articles L. 4138-7 et R. 4138-7 à R. 4138-15 du code de la défense et m'engage à assurer une présence auprès de mon enfant malade. Je m'engage à communiquer à l'autorité gestionnaire de mon dossier mes éventuels changements d'adresse.

Je joins une copie de l'acte de naissance de l'enfant concerné(e) (1^{re} demande seulement) et une attestation médicale récente certifiant que la gravité de son état de santé nécessite des soins contraignants ou la présence de l'un de ses parents auprès de lui. Ce certificat précise la durée pendant laquelle s'impose cette nécessité.

Signature

ANNEXE XXXIV

Attache de la formation administrative

Le (date)

N° (numéro + timbre)

Décision portant agrément d'une demande de congé de présence parentale

Le commandant de (formation administrative),

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-7 et R. 4138-7 à R. 4138-15 ;

Vu l'acte de volontariat dans la gendarmerie n° (.../20..) souscrit à (école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie) le (date) ;

Vu la copie de l'extrait de l'acte de naissance n°..... du (date) de l'enfant (NOM, Prénoms) né(e) le (date) à (lieu) ;

Vu la demande de congé de présence parentale formulée par l'intéressé(e) en date du (date),

DÉCIDE :

Article 1^{er} - Une première période de congé de présence parentale, sans solde, d'une durée de (nombre de mois) mois à compter du (date), **est accordée** au (à la) gendarme adjointe volontaire (NOM, prénoms) épouse (NOM), (NIGEND, identifiant défense) affecté(e) à (formation administrative).

Article 2 - La demande de renouvellement de congé ou de rappel à l'activité devra parvenir à (formation administrative), au plus tard, deux semaines avant le terme du présent congé. A défaut, la réintégration sera prononcée d'office.

Article 3 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 4 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre. La présente décision sera insérée au dossier individuel du (de la) militaire.

Signature

DESTINATAIRES :

- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale
 - . Centre expert ressources humaines,
 - à LE BLANC.
- Dossier 1^{er} partie du (de la) volontaire.

ANNEXE XXXV

Attache de la formation administrative

À (lieu), le (date)

Le (La) (grade, NOM, prénom)
affecté(e) à (unité d'emploi)

au commandant de (formation administrative)

OBJET : Demande d'attribution d'un congé de longue durée pour maladie (ou longue maladie).
RÉFÉRENCE : Code de la défense, articles L. 4138-12 et R. 4138-47 à R. 4138-57 (ou L. 4138-13 et R. 4138-58).

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir m'accorder un congé de longue durée pour maladie (ou longue maladie) pour une durée de (mois) à compter du (date). A cet effet, je communique les renseignements suivants :

NIGEND :

Identifiant défense :

Je reconnais avoir pris connaissance des articles L. 4138-12 et R. 4138-47 à R. 4138-57 (ou L. 4138-13 et R. 4138-58) du code de la défense.

Je m'engage à libérer mon logement dans les locaux de service, au plus tard la veille du début du congé sollicité. Pendant mon congé, je résiderai :

Je m'engage à communiquer à l'autorité gestionnaire de mon dossier mes éventuels changements d'adresses.

Signature

ANNEXE XXXVI

Attache de la formation administrative

Le (date)

N° (numéro + timbre)

Décision portant agrément d'un congé de longue durée pour maladie (ou longue maladie)

Le commandant de (formation administrative),

Vu le code de la défense, notamment les articles L. 4138-12 et R. 4138-47 à R. 4138-57 (ou L. 4138-13 et R. 4138-58) ;

Vu l'instruction n° 201189/DEF/SGA/DFP/FM/1 du 2 octobre 2006 relative aux congés liés à l'état de santé susceptibles d'être attribués au militaire ;

Vu l'acte de volontariat dans la gendarmerie n° (.../20..) souscrit à (école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie) le (date) ;

Vu la décision du (autorité) commandant (formation administrative) à (lieu) du (date) ;

Vu l'avis technique n° (numéro + timbre) émis par l'inspecteur du service de santé des armées pour la gendarmerie en date du (date) ;

Vu la demande de l'intéressé(e) en date du (date),

DÉCIDE :

Article 1^{er} - Une (première, deuxième, etc.) période de (3 ou 6) mois de congé de longue durée pour maladie (ou longue maladie), valable à compter du (date), est accordée, (avec ou sans) solde, (au ou à la) gendarme adjoint(e) volontaire (grade) (NOM, prénoms) épouse (NOM), (NIGEND, identifiant défense).

Article 2 - L'affection motivant le présent congé a (ou n'a pas) un lien potentiel avec l'exercice de la fonction de militaire. Les droits accordés tiennent compte de cette situation.

Article 3 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 4 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre.

La présente décision sera insérée au dossier individuel du (de la) militaire.

Signature

DESTINATAIRES :

- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale

. Centre expert ressources humaines,

à LE BLANC.

- Inspection santé gendarmerie.

- Maison de la gendarmerie.

- Dossier 1^{re} partie du (de la) volontaire.

ANNEXE XXXVII

À ADRESSER : CAISSE NATIONALE MILITAIRE DE SÉCURITÉ SOCIALE
83090 TOULON CEDEX.

NOM : À (lieu) le (date)

PRÉNOM :

N° S.S.M. : ± ± ± ± ± ± ± ± Clé ± ± ±

À Monsieur le directeur de la
Caisse nationale militaire de sécurité sociale
247, avenue Jacques-Cartier
83090 TOULON CEDEX 9

OBJET : Mise en congé de longue durée pour maladie ou longue maladie.

Monsieur le directeur,

Placé en congé de longue durée pour maladie *ou (longue maladie)* sans solde et n'exerçant aucune activité salariée, j'ai l'honneur de vous demander le maintien de mon affiliation à la caisse nationale militaire de sécurité sociale.

Veuillez agréer, Monsieur le directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature

RENSEIGNEMENTS

- I - L'affection en cause ne présente pas de lien avec la fonction assurée auprès de la gendarmerie.
- II - Le (*La*) militaire, à la date de mise en congé de longue durée pour maladie *ou (longue maladie)*, totalisait moins de trois ans de service militaire effectif.

ANNEXE XXXVIII

À ADRESSER : CAISSE NATIONALE MILITAIRE DE SÉCURITÉ SOCIALE
83090 TOULON CEDEX.

NOM : À (lieu) le (date)

PRÉNOM :

N° S.S.M. : _ _ _ _ _ Clé _ _ _

À Monsieur le directeur de la
Caisse nationale militaire de sécurité sociale
247, avenue Jacques-Cartier
83090 TOULON CEDEX 9

OBJET : Demande de prestations en espèces.

Monsieur le directeur,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je viens d'être placé en congé de longue durée pour maladie *ou (longue maladie)*.

Ne pouvant exercer une activité salariée, je vous demande de bien vouloir me verser :

- les prestations en espèces de l'assurance maladie ;

ou

- dans le cas où je ne réunirais pas les conditions requises, des allocations journalières ou d'invalidité.

Veillez agréer, Monsieur le directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature

Pièces à joindre :

- photocopie de la décision de congé de longue durée pour maladie *ou (longue maladie)* ;
- certificat médical devant faire ressortir :
 - la date d'arrêt de travail salarié,
 - la durée prévisible de l'incapacité à exercer une activité salariée.

ANNEXE XXXIX

Attache de la formation administrative

À (lieu), le (date)

Le (La) (grade, NOM, prénom)
affecté(e) à (unité d'emploi)

À la Direction générale de la gendarmerie nationale
Direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale
Sous-direction de la gestion du personnel
Bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et volontaire (VH)

OBJET : Demande de reprise d'activité suite à un congé de longue durée pour maladie (ou longue maladie).

RÉFÉRENCE : - Code de la défense, articles L. 4138-12 et R. 4138-47 à R. 4138-57 ou articles L. 4138-13 et R. 4138-58 ;
- Décision n° (nmr) en date du (date) portant agrément d'un congé de longue durée pour maladie (ou longue maladie).

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir m'accorder une reprise d'activité à la suite d'un congé de longue durée pour maladie (ou longue maladie), accordé par la décision de référence. A cet effet, je communique les renseignements suivants :

NIGEND :

Identifiant défense :

Je reconnais avoir pris connaissance des articles L. 4138-12 et R. 4138-47 à R. 4138-57 (ou L. 4138-13 et R. 4138-58) du code de la défense.

Sauf demande expresse justifiée compatible avec les contraintes de gestion, je suis informé(e) que mon rappel à l'activité s'effectuera dans ma formation administrative d'origine.

Je souhaite formuler les *desiderata* suivants :

Signature

ANNEXE XL

DIRECTION GENERALE
DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Le (date)

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

N° (numéro + timbre)

Sous-direction de la gestion du personnel

Bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et
volontaire

**Décision portant agrément d'une demande de reprise d'activité suite à un congé de longue durée pour maladie
(ou longue maladie)**

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment les (articles L. 4138-12 et R. 4138-47 à R. 4138-57 ou articles L. 4138-13 et R. 4138-58) ;

Vu l'instruction n° 201189/DEF/SGA/DFP/FM/1 du 2 octobre 2006 relative aux congés liés à l'état de santé susceptibles d'être attribués aux militaires ;

Vu l'acte de volontariat dans la gendarmerie nationale n° (.../20..) souscrit à (école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie) le (date) ;

Vu la décision de CLDM (ou CLM) n° (...) du (date) ;

Vu la demande de l'intéressé(e) du (date) ;

Vu l'avis technique n° (numéro + timbre) émis par l'inspecteur du service de santé des armées pour la gendarmerie en date du (date),

DÉCIDE :

Article 1^{er} - Le (La) gendarme adjoint(e) volontaire (grade) (NOM, prénoms) épouse (NOM), (NIGEND, identifiant défense), placé(e) en situation de congé de longue durée pour maladie (ou congé de longue maladie), est rappelé(e) à l'activité à compter du (date) à (l'unité).

Article 2 - Les conditions d'emploi et les contrôles médicaux, éventuellement recommandés sur le certificat de visite du médecin hospitalier militaire, seront pris en compte par (unité).

Article 3 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 4 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre. La présente décision sera insérée au dossier individuel du (de la) militaire.

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

DESTINATAIRES :

- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale
. Centre expert ressources humaines,

à LE BLANC.

- Inspection santé gendarmerie.

- Dossier 1^{er} partie du (de la) volontaire.

ANNEXE XLI

Attache de la formation administrative

À (lieu), le (date)

Le(La) (grade, NOM, prénom)
affecté(e) à (unité d'emploi)

au commandant de (formation administrative)

OBJET : Demande d'attribution d'un congé parental.

RÉFÉRENCES : - Code de la défense, articles L. 4138-14 et R. 4138-59 à R. 4138-63 ;
- Instruction n° 230430/DEF/SGA/DRH-MD/SPGRH/FM/1 du 28 mai 2008 relative
aux congés des militaires liés à la famille.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir m'accorder une (1^{re}, seconde...etc.) période de congé parental à compter du (date) jusqu'au (date). À cet effet, je communique les renseignements suivants :

NIGEND :
Identifiant défense :
Situation de famille :
Nom du second parent :
Adresse durant le congé :
Prénom et nom de l'enfant :
Date de naissance de l'enfant :

Je reconnais avoir pris connaissance des articles L. 4138-14 et R. 4138-59 à R. 4138-63 du code de la défense et m'engage à consacrer mon congé exclusivement à élever et éduquer mon enfant, ainsi qu'à communiquer à l'autorité gestionnaire de mon dossier mes éventuels changements d'adresses.

Je joins une copie de l'acte de naissance de mon enfant concerné(e) (1^{re} demande seulement) et, le cas échéant, une attestation sur l'honneur du second parent de l'enfant indiquant sa renonciation au bénéfice du congé parental.

Signature

ANNEXE XLII

Attache de la formation administrative

Le (date)

N° (numéro + timbre)

Décision portant agrément d'une demande de congé parental

Le commandant de (formation administrative),

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-14 et R. 4138-59 à R. 4138-63 ;

Vu l'acte de volontariat dans la gendarmerie nationale n° (.../20..) souscrit à (école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie) le (date) ;

Vu la copie de l'extrait de l'acte de naissance n° (numéro) du (date) de l'enfant (NOM, Prénoms) né(e) le (date) à (lieu) ;

Vu la demande de congé parental formulée par l'intéressé(e) en date du (date),

DÉCIDE :

Article 1^{er} - Une première période de congé parental, sans solde, d'une durée de (nombre de mois) mois à compter du (date), est accordée au (à la) gendarme adjoint(e) volontaire (grade, NOM, prénoms) épouse (NOM), (NIGEND, identifiant défense) affecté(e) à (formation administrative).

Article 2 - La demande de renouvellement de congé ou de rappel à l'activité devra parvenir à (formation administrative), au plus tard, deux mois avant le terme du présent congé. À défaut, la réintégration sera prononcée d'office.

Article 3 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 4 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre. La présente décision sera insérée au dossier individuel du (de la) militaire.

Signature

DESTINATAIRES :

- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale
 - . Centre expert ressources humaines,
à LE BLANC.
- Dossier 1^{re} partie du (de la) volontaire.

ANNEXE XLIII

Attache de la formation administrative

À (lieu), le (date)

Le (grade, NOM, prénom)
affecté(e) à (unité d'emploi)

À la Direction générale de la gendarmerie nationale
Direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale
Sous-direction de la gestion du personnel
Bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et volontaire

OBJET : Demande de rappel à l'activité à l'issue d'un congé parental.

RÉFÉRENCES : - Code de la défense, articles L. 4138-11, L. 4138-14 et R. 4138-59 à R. 4138-63 ;
- Instruction n° 230430/DEF/SGA/DRH-MD/SPGRH/FM/1 du 28 mai 2008 relative aux congés liés à la famille.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir m'accorder le rappel à l'activité à l'issue de l'actuelle période de congé parental soit le (date).

Sauf demande expresse justifiée compatible avec les contraintes de gestion, je suis informé(e) que mon rappel à l'activité s'effectuera dans ma formation administrative d'origine.

Je souhaite formuler les *desiderata* suivants :

Signature

ANNEXE XLIV

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Le (date)

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

N° (numéro + timbre)

Sous-direction de la gestion du personnel

Bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et
volontaire

Décision portant agrément d'une demande de rappel à l'activité à l'issue d'un congé parental

Le ministre de l'intérieur,

- Vu** le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-11, L. 4138-14 et R. 4138-59 à R. 4138-63 ;
- Vu** l'instruction n° 230430/DEF/SGA/DRH-MD/SPGRH/FM/1 du 28 mai 2008 relative aux congés liés à la famille ;
- Vu** l'acte de volontariat dans la gendarmerie nationale n° (.../20..) souscrit à (école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie) le (date) ;
- Vu** la décision portant agrément d'un congé de parental du (date) ;
- Vu** la demande de reprise d'activité formulée par l'intéressé(e) du (date),

DÉCIDE :

Article 1^{er} - Le(La) gendarme adjoint(e) volontaire (grade, NOM, prénoms), épouse (NOM), (NIGEND, identifiant défense) placé(e) en situation de congé parental, sera rappelé(e) à l'activité le (date) à (l'unité).

Article 2 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 3 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre.

La présente décision sera insérée au dossier individuel du (de la) militaire.

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

DESTINATAIRES :

- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale
. Centre expert ressources humaines,
à LE BLANC.
- Dossier 1^{re} partie du (de la) volontaire.

ANNEXE XLV

Attache de la formation administrative

À (lieu), le (date)

Le(La) (grade, NOM, prénom)
affecté(e) à (unité d'emploi)

À la Direction générale de la gendarmerie nationale
Direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale
Sous-direction de la gestion du personnel
Bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et volontaire

OBJET : Demande d'attribution d'un congé pour convenances personnelles sans solde, de la position de non-activité.

RÉFÉRENCE : Code de la défense, articles L. 4138-16, R. 4138-65 et R. 4138-66.

J'ai l'honneur de solliciter un congé pour convenances personnelles sans solde, de la position de non-activité, pour une durée de (mois) à compter du (date). À cet effet, je communique les renseignements suivants :

NIGEND :

Identifiant défense :

Adresse durant le congé :

Je reconnais avoir pris connaissance des articles L. 4138-16 et R. 4138-65 à R. 4138-66 du code de la défense.

Je m'engage à libérer mon logement dans les locaux de service, au plus tard la veille du début du congé sollicité. Pendant mon congé, je résiderai :

Je m'engage à communiquer à l'autorité gestionnaire de mon dossier mes éventuels changements d'adresses.

Signature

ANNEXE XLVI

DIRECTION GENERALE
DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Le (date)

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

N° (numéro + timbre)

Sous-direction de la gestion du personnel

Bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et
volontaire

**Décision portant rejet d'une demande d'attribution d'un congé
pour convenances personnelles sans solde, de la position de non-activité**

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-16, R. 4138-65 et R. 4138-66 ;

Vu l'acte de volontariat dans la gendarmerie n° (.../20..) souscrit à (école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie) le (date) ;

Vu la demande formulée par l'intéressé(e) du (date) ;

Attendu que (droit en vigueur applicable au cas d'espèce) ;

Considérant (raisons),

DÉCIDE :

Article 1^{er} - La demande d'attribution d'un congé pour convenances personnelles sans solde formulée par le (la) gendarme adjoint(e) volontaire (grade) (NOM, prénoms) épouse (NOM), (NIGEND, identifiant défense) **n'est pas agréée**.

Article 2 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 3 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre. La présente décision sera insérée au dossier individuel du (de la) militaire.

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

DESTINATAIRES :

- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale

. Centre expert ressources humaines,

à LE BLANC.

- Dossier 1^{re} partie du (de la) volontaire.

ANNEXE XLVII

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Le (date)

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

N° (numéro + timbre)

Sous-direction de la gestion du personnel

Bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et
volontaire

**Décision portant agrément d'une demande d'attribution d'un congé
pour convenances personnelles sans solde, de la position de non-activité**

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-16, R. 4138-65 et R. 4138-66 ;

Vu l'acte de volontariat dans la gendarmerie n° (.../20..) souscrit à (école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie) le (date) ;

Vu la demande formulée par l'intéressé(e) du (date),

DÉCIDE :

Article 1^{er} - Un congé pour convenances personnelles sans solde, valable à compter du (date) et pour une durée de (nombre de mois), **est accordé** (au ou à la) gendarme adjoint(e) volontaire (grade) (NOM, prénoms) épouse (NOM), (NIGEND, identifiant défense).

Article 2 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 3 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre. La présente décision sera insérée au dossier individuel du (de la) militaire.

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

DESTINATAIRES :

- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale
 - . Centre expert ressources humaines,
à LE BLANC.
- Dossier 1^{re} partie du (de la) volontaire.

ANNEXE XLVIII

Attache de la formation administrative

À (lieu), le (date)

Le(La) (grade, NOM, prénom)
affecté(e) à (unité d'emploi)

À la Direction générale de la gendarmerie nationale
Direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale
Sous-direction de la gestion du personnel
Bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et volontaire

OBJET : Demande d'attribution d'un congé pour convenances personnelles sans solde, de la position de non-activité, en vue d'élever un enfant de moins de huit ans.

RÉFÉRENCE : Code de la défense, articles L. 4138-16, R. 4138-65 et R. 4138-66.

P. JOINTE : Acte de naissance.

J'ai l'honneur de solliciter un congé pour convenances personnelles sans solde, de la position de non-activité, pour une durée de (mois) à compter du (date), en vue d'élever mon enfant de moins de huit ans. À cet effet, je communique les renseignements suivants :

NIGEND :
Identifiant défense :
Situation de famille :
Nom du second parent :
Adresse durant le congé :
Prénom et nom de l'enfant :
Date de naissance de l'enfant :

Je reconnais avoir pris connaissance des articles L. 4138-16 et R. 4138-65 à R. 4138-66 du code de la défense.

Je m'engage à libérer mon logement dans les locaux de service, au plus tard la veille du début du congé sollicité.
Pendant mon congé, je résiderai :

Je m'engage à communiquer à l'autorité gestionnaire de mon dossier mes éventuels changements d'adresses.

Signature

ANNEXE XLIX

DIRECTION GENERALE
DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Le (date)

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

N° (numéro + timbre)

Sous-direction de la gestion du personnel

Bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et
volontaire

**Décision portant rejet d'une demande d'attribution d'un congé pour convenances personnelles sans solde,
de la position de non-activité, en vue d'élever un enfant de moins de huit ans**

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-16, R. 4138-65 et R. 4138-66 ;

Vu l'acte de volontariat dans la gendarmerie n° (.../20..) souscrit à (école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie) le (date) ;

Vu l'extrait de l'acte de naissance n° (numéro) du (date) de l'enfant (NOM, Prénoms) né(e) le (date) à (lieu) ;

Vu la demande formulée par l'intéressé(e) du (date) ;

Attendu que (droit en vigueur applicable au cas d'espèce) ;

Considérant (raisons),

DÉCIDE :

Article 1^{er} - La demande d'attribution d'un congé pour convenances personnelles sans solde, en vue d'élever un enfant de moins de huit ans, formulée par le (la) gendarme adjoint(e) volontaire (grade) (NOM, prénoms) épouse (NOM), (NIGEND, identifiant défense) **n'est pas agréée**.

Article 2 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Art. 3 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre. La présente décision sera insérée au dossier individuel du (de la) militaire.

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

DESTINATAIRES :

- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale
. Centre expert ressources humaines,
à LE BLANC.
- Dossier 1^{re} partie du (de la) volontaire.

ANNEXE L

DIRECTION GENERALE
DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Lε (date)

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

N° (numéro + timbre)

Sous-direction de la gestion du personnel

Bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et
volontaire

**Décision portant agrément d'une demande d'attribution d'un congé pour convenances personnelles sans solde,
de la position de non-activité, en vue d'élever un enfant de moins de huit ans**

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-16, R. 4138-65 et R. 4138-66 ;

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite, notamment son article L9 modifié par l'article 16 de la loi 2015-917 du 28 juillet 2015 ;

Vu l'acte de volontariat dans la gendarmerie n° (.../20..) souscrit à (école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie) le (date) ;

Vu l'extrait de l'acte de naissance n° (numéro) du (date) de l'enfant (NOM, Prénoms) né(e) le (date) à (lieu) ;

Vu la demande formulée par l'intéressé(e) du (date),

DÉCIDE :

Article 1^{er} - Un congé pour convenances personnelles sans solde, en vue d'élever un enfant de moins de huit ans, valable à compter du (date) et pour une durée de (nombre de mois), **est accordé** (au ou à la) gendarme adjoint(e) volontaire (grade) (NOM, prénoms) épouse (NOM), (Numéro de sécurité sociale), (NIGEND, identifiant défense).

Article 2 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 3 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre. La présente décision sera insérée au dossier individuel du (de la) militaire.

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

DESTINATAIRES :

- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale

. Centre expert ressources humaines,

à LE BLANC.

- Dossier 1^{re} partie du (de la) volontaire.

ANNEXE LI

Attache de la formation administrative

À (lieu), le (date)

Le (grade, NOM, prénom)
affecté(e) à (unité d'emploi)

À la Direction générale de la gendarmerie nationale
Direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale
Sous-direction de la gestion du personnel
Bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et volontaire

OBJET : Demande de rappel à l'activité à l'issue d'un congé pour convenances personnelles sans solde, de la position de non-activité.

RÉFÉRENCE : Code de la défense, articles L. 4138-16, R. 4138-65 et R. 4138-66.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir m'accorder le rappel à l'activité à l'issue de l'actuelle période de congé pour convenances personnelles, soit le (date).

Sauf demande expresse justifiée compatible avec les contraintes de gestion, je suis informé(e) que mon rappel à l'activité s'effectuera dans ma formation administrative d'origine.

Je souhaite formuler les *desiderata* suivants :

Signature

ANNEXE LII

DIRECTION GENERALE
DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Le (date)

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

N° (numéro + timbre)

Sous-direction de la gestion du personnel

Bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et
volontaire

**Décision portant agrément d'une demande de rappel à l'activité à l'issue d'un congé
pour convenances personnelles sans solde, de la position de non-activité**

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-16, R. 4138-65 et R. 4138-66 ;

Vu l'acte de volontariat dans la gendarmerie nationale n° (.../20..) souscrit à (*école de gendarmerie ou commandement de la gendarmerie*) le (date) ;

Vu la décision portant agrément d'un congé pour convenances personnelles sans solde, de la position de non-activité du (date) ;

VU la demande de reprise d'activité formulée par l'intéressé(e) du (date),

DÉCIDE :

Article 1^{er} - Le(La) gendarme adjoint(e) volontaire (*grade, NOM, prénoms*), épouse (*NOM*), (*NIGEND, identifiant défense*) placé(e) en situation de congé pour convenances personnelles, sera rappelé(e) à l'activité le (date) à (l'unité).

Article 2 - L'intéressé(e) est informé(e) que cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par les articles R. 4125-1 à R. 4125-14 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Article 3 - Cette décision sera notifiée à l'intéressé(e) dans les formes réglementaires. Un récépissé de notification, daté et signé, ou, le cas échéant, un compte-rendu en tenant lieu, sera adressé sous la référence du présent timbre. La présente décision sera insérée au dossier individuel du (*de la*) militaire.

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

DESTINATAIRES :

- Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale
 . Centre expert ressources humaines,
 à LE BLANC.
- Dossier 1^{re} partie du (*de la*) volontaire.

ANNEXE LIII

PROCÈS-VERBAL

de la réunion de la commission d'avancement chargée des propositions d'inscription
aux tableaux d'avancement des gendarmes adjoints volontaires

de (formation administrative)

RÉFÉRENCES : - Code de la défense, notamment son article L. 4136-3 ;
- Décret n° 2008-955 modifié du 12 septembre 2008 relatif aux volontariats militaires ;
- Arrêté du 4 août 2010 fixant pour la gendarmerie nationale la composition et
l'organisation de la commission prévue à l'article L. 4136-3 du code de la défense.

La commission d'avancement des GAV de (*formation administrative*), chargée des propositions d'inscription
aux tableaux d'avancement, s'est réunie le (*date*) à (*heure*).

Elle était composée du président et des membres désignés par le commandant (*de la formation administrative*).

Après avoir examiné tous les dossiers des personnels réunissant les conditions statutaires, la commission propose
l'inscription au tableau d'avancement des gendarmes adjoints volontaires dont les noms suivent :

Pour le grade de maréchal des logis, les brigadiers-chefs :

1. **Nom**, Prénoms NIGEND :
2. **Nom**, Prénoms NIGEND :
3. **Nom**, Prénoms NIGEND :
4. **Nom**, Prénoms NIGEND :

Pour le grade de brigadier-chef, les brigadiers :

1. **Nom**, Prénoms NIGEND :
2. **Nom**, Prénoms NIGEND :
3. **Nom**, Prénoms NIGEND :
4. **Nom**, Prénoms NIGEND :

Pour le grade de brigadier, les gendarmes adjoints volontaires :

1. **Nom**, Prénoms NIGEND :
2. **Nom**, Prénoms NIGEND :
3. **Nom**, Prénoms NIGEND :
4. **Nom**, Prénoms NIGEND :

À (*lieu*) le (*date*)

Grade NOM
Président

Grade NOM
Membre

Grade NOM
Membre

Grade NOM
Membre

ANNEXE LIV

Attache de la formation administrative

Numéro et date
Timbre

Le commandant de la formation administrative,

Vu le code de la défense, notamment les articles L. 4111-1 à L. 4145-3 ;

Vu le décret n° 2008-955 modifié du 12 septembre 2008 relatif aux volontariats militaires ;

Vu le procès-verbal de la commission d'avancement en date du (*JJ/MM/20..*),

DÉCIDE :

Le tableau d'avancement pour les mois de, et 20.. du personnel gendarme adjoint volontaire de (*formation administrative*) est arrêté ainsi qu'il suit :

Pour le grade de maréchal des logis, les brigadiers-chefs :

- **Nom**, Prénoms NIGEND :
- **Nom**, Prénoms NIGEND :
- **Nom**, Prénoms NIGEND :
- **Nom**, Prénoms NIGEND :

Pour le grade de brigadier-chef, les brigadiers :

- **Nom**, Prénoms NIGEND :
- **Nom**, Prénoms NIGEND :
- **Nom**, Prénoms NIGEND :
- **Nom**, Prénoms NIGEND :

Pour le grade de brigadier, les gendarmes adjoints volontaires :

- **Nom**, Prénoms NIGEND :
- **Nom**, Prénoms NIGEND :
- **Nom**, Prénoms NIGEND :
- **Nom**, Prénoms NIGEND :

Signature